



(C)DR - icy and sot, street-art des 2 artistes iraniens

//////////////////////////////////// **LETTRE DU SECTEUR INTERNATIONAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** //////////////////////////////////////

ÉDITO, MOYEN-ORIENT : UN SURSAUT CITOYEN NÉCESSAIRE /// TURQUIE, PLUS QUE JAMAIS : STOPPER ERDOĞAN /// PALESTINE, LETTRE DE PIERRE LAURENT À MACRON SUR SALAH HAMOURI /// PALESTINE, SOLIDARITÉ AVEC SALAH HAMOURI ET TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES PALESTINIENS /// IRAN, LA RÉVOLTE DES FEMMES /// LIBAN, LES LOURDES INCERTITUDES DE L'APRÈS DAESH /// AFRIQUE, RWANDA : UNE HONTE FRANÇAISE /// AMÉRIQUE DU NORD, MOYEN-ORIENT : LA CROISADE POUR L'HÉGÉMONIE DE TRUMP /// AMÉRIQUE DU SUD, COLOMBIE : LA PAIX MENACÉE APRÈS L'ÉLECTION DU CONGRÈS ? /// EUROPE, ALLEMAGNE : UN MODÈLE POLITIQUE À BOUT DE SOUFFLE /// ITALIE, MONTÉE DES POPULISMES ET CRISE DE LA GAUCHE /// LA POLOGNE, LABORATOIRE DE LA DROITE RÉACTIONNAIRE EUROPÉENNE /// CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU PCF - PAIX /// ACTIVITÉS DU SECTEUR INTERNATIONAL ; COMMUNIQUES DE PRESSE DU SECTEUR INTERNATIONAL



***L'après Daesh
marque-t-elle
la transition vers
d'autres conflits
qui aggraveraient
la crise régionale
et auraient des
conséquences
en Europe?***

Moyen-Orient :

un sursaut citoyen nécessaire

La gravité des crises que traverse le Moyen-Orient, notamment au Yémen, en Irak ou en Syrie, permet de porter un regard neuf sur ces sociétés avant 2011. Elles sont toutes marquées par une faiblesse institutionnelle, leur fragile capacité de résistance face aux tyrans ou aux milices armées dont la formation exige la destruction de tout repère d'espace et de temps. Partout des régimes autoritaires meurtriers ou feutrés, des pétromonarchies surannées anéantissent les oppositions internes, associées à la trahison, au terrorisme ou à la dislocation.

Les analyses en vogue s'appuient souvent sur des mythes comme la supposée rivalité ancestrale entre les perses et les Arabes ou promeuvent des éléments d'héritages : accords Sykes-Picot, oppositions sunnites/chiïtes, nationalisme, guerres pétrolières... au détriment de dynamiques contemporaines plus fondamentales. Certes, il ne s'agit pas de nier les facteurs exogènes issus particulièrement de la décolonisation ayant permis la confiscation du pouvoir par des élites militaires, des cliques tribales ou confessionnelles ou bien le refus de reconnaître des droits nationaux, politiques et culturels aux peuples palestiniens et kurdes. Avec l'effondrement de l'URSS et la fin de la bipolarité issue de la guerre Froide la nécessité de s'inscrire dans un espace de protection s'étiolle tandis que la logique d'alignement perd peu à peu son sens. Un champ d'autonomie s'ouvre pour ces États du Moyen Orient qui peuvent envisager de peser sur leur espace régional.

Parallèlement tous ces pays connaissent une explosion démographique et l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie moyenne qui constitue une masse sociale importante. Désormais le pouvoir n'est plus seulement l'apanage d'une élite de propriétaires fonciers.

La révolution iranienne bouscule, en 1979, les paradigmes dominants. Le pilier régional de la domination américaine tombe tandis qu'une République remplace une monarchie. Les facteurs khomeyniste et chiïte apparaissent alors secondaires. Du fait de ces bouleversements, l'Iran connaît une période d'éclipse dans les relations internationales qui dure jusqu'en 2015.

Parallèlement, les monarchies pétrolières comme l'Arabie Saoudite, Bahreïn ou le Qatar... émergent et se dotent progressivement d'une identité. Le basculement de l'Iran se traduit par un renforcement de l'alliance entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite dont le pouvoir étatique demeure faible mais qui peut s'appuyer sur un réseau d'oulémas pour diffuser le salafisme et accroître son influence.

Au tournant du siècle des évolutions géostratégiques accélèrent ces mutations ou les contredisent parfois.

Après les attentats de 2001 à New York, les États-Unis se rendent compte que l'Arabie Saoudite n'était pas le pays sur lequel il pouvait compter. Cette prise de distance suscite l'inquiétude de Riyad et de pétromonarchies d'autant que sous B. Obama, Washington opère un repli de la région sans se retirer pour autant. La signature d'un accord sur le nucléaire iranien fait le constat de la pérennité du régime et reconnaît ce pays comme une grande puissance.

Les oppositions entre ces deux puissances émergentes deviennent un élément structurant à l'échelle régionale. Les divergences culturelles ne sont pas aussi fondamentales que les clivages sociétaux. La bourgeoisie moyenne est en pleine ascension en Arabie Saoudite or c'est elle qui a renversé le Shah d'Iran et instauré la République. L'Iran est une puissance industrielle qui ambitionne, avec la levée des sanctions, d'être un pôle dans ce domaine, équivalent à celui de la Turquie. Enfin sur le plan militaire, le budget saoudien est dix fois plus élevé que celui de l'Iran.

Dans ce contexte, l'Iran a le sentiment d'être entouré de pays hostiles et c'est pour cela qu'elle intervient en Syrie, soutient le Hezbollah libanais et les milices chiïtes en Irak afin de ne pas voir s'installer Daesh et desserrer la pression qui s'exerce sur elle. D'autant que l'élection de D. Trump fait ressurgir les logiques d'affrontements autour d'un pôle de plus en plus cohérent agrégeant l'Égypte, l'Arabie Saoudite et ses alliés ainsi qu'Israël autour de Washington. La remise en cause de l'accord sur le nucléaire constituerait une escale lourde de danger.

Cette crise s'exprime déjà dans des conflits qui se jouent dans des pays tiers alimentant le terrorisme et les crises migratoires. L'après Daesh marque-t-elle la transition vers d'autres conflits qui aggraveraient la crise régionale et auraient des conséquences en Europe ? Daesh constituait un ennemi commun et son éclipse crée un vide où les puissances régionales s'engouffrent aux côtés des Américains et des Russes afin de faire prévaloir des logiques de puissance destructrices.

L'alignement des diplomatie française et européenne sur celle des États-Unis a eu des conséquences désastreuses dans la mesure où leur influence est désormais quasiment nulle. Tout est à reconstruire.

Ce numéro s'emploie à apporter des éclairages sectoriels sur les combats des forces progressistes dans la région. Nous sommes dans une situation limite qui impose un sursaut citoyen.

Laurent Péréa,

Responsable adjoint du secteur international du PCF

Plus que jamais : Stopper Erdoğan

Le régime islamo-fasciste du président R.T. Erdoğan est désormais engagé dans une fuite en avant que rien, pour l'instant, ne semble endiguer. Un nationalisme exacerbé, au fondement de la Turquie contemporaine, nourrit un état de guerre permanent pour devenir la forme exclusive de gouvernance.

Le règne du chaos

Chaque jour, la fragmentation, la polarisation, la radicalisation et la désinstitutionnalisation du pays s'accroissent. La loi n'existe plus, alors que l'arbitraire est devenu la règle. Les institutions ont été vidées de leur sens et tous les mécanismes de contrôle supprimés. R.T. Erdoğan s'appuie sur un bloc hégémonique pour assommer la société et se maintenir au pouvoir. L'alliance entre l'AKP (Parti de la justice et du développement) et le MHP (Parti d'action nationaliste) a permis de modifier la Constitution donnant l'opportunité au régime de demeurer aux affaires jusqu'en 2029.

L'offensive idéologique de l'AKP n'est pas sans rapports avec la montée des populismes et des régimes autoritaires de par le monde. Inexorablement, elle transforme le pays pour détacher les liens que sa population entretient avec l'Europe. Le pouvoir s'emploie à islamiser la société, notamment par le vecteur de l'éducation, afin de former une « jeunesse pieuse », sous l'autorité du Diyanet (organisme des Affaires religieuses)



Le PCF, pleinement engagé dans la solidarité avec les Kurdes et les démocrates de Turquie, a participé par la présence de Pierre Laurent au congrès du HDP le 11 février dernier où 32 000 Turcs étaient rassemblés.

totallement dévoué aux objectifs de l'AKP... sans toutefois être en capacité d'entraver le profond mouvement de sécularisation. L'état d'urgence en vigueur a permis l'émergence, dans l'appareil d'Etat, de groupes paramilitaires fascistes comme Sadat, Foyers ottomans ou Soyons frères qui constituent le pilier sécuritaire du régime aux côtés de l'armée et des forces de sécurité. Désormais, les civils qui agissent au nom de l'antiterrorisme bénéficient de l'immunité donnant ainsi le droit de tuer ou de lyncher les opposants.

En Turquie, la politique est devenue un champ de vengeance généralisée. Les purges et les arrestations de journalistes, d'universitaires, de syndicalistes... n'ont pas attendu la tentative de coup d'Etat de juillet 2016 mais ont connu depuis une accélération gigantesque afin de museler toutes formes de critique. De sources gouvernementales, 160 000 personnes ont été arrêtées et 60 000 embastillées. A cela s'ajoute le limogeage de 150 000 fonctionnaires dans l'éducation, la justice, la police ou l'armée. La Turquie est la pire geôle du monde pour les journalistes : 175 sont incarcérés et 112 médias ont été fermés. Un millier d'entreprises appartenant de près ou de loin à la confrérie de Fethullah Gülen ont été mises sous tutelle. Le mémorandum sur la liberté d'expression en Turquie de Nils Muiznieks, commissaire aux Droits de l'homme au Conseil de l'Europe, est accablant. Le cas du journaliste et écrivain Ahmed Altan est édifiant car il vient d'être condamné à la perpétuité au motif d'avoir adressé des messages « subliminaux » aux putschistes. L'ONU par

l'intermédiaire du HCDH (Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme) parle de « graves violations des droits de centaines de milliers de personnes » et d'une pratique de la torture à grande échelle.

L'opposition de gauche est marginalisée et déclarée illégitime par le pouvoir. Elle résiste, comme la société civile, mais elle est terriblement réprimée. L'intervention de l'armée en Syrie la fragilise davantage car elle exacerbe le nationalisme. En dépit de ce contexte, les démocrates ne se terrent pas, comme en témoigne le récent référendum qui accentue la présidentialisation du régime et que R.T. Erdoğan a remporté de justesse avec une fraude considérable. De plus, le HDP, cet empêchement de tourner en rond pour l'AKP, vient de tenir son congrès, réunissant 32 000 personnes, ce qui constitue une victoire à l'heure de la répression. R.T. Erdoğan mesure l'ampleur de cette contestation et vient de modifier les règles électorales permettant de falsifier les résultats des futurs scrutins.

La guerre à outrance contre les Kurdes

Le mouvement kurde a connu une transformation en profondeur dans les années 2000. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a pris la décision historique de cesser la lutte armée, de retirer ses forces en dehors des frontières de la Turquie et de rebâtir un espace politique autour des idées d'autonomie et d'intégration à une Turquie démocratisée.

Avec le HDP, qui souhaite incarner tous les opprimés et toutes les minorités, les Kurdes sont parvenus à construire un espace hégémonique dans le sud-est du pays par la conquête des municipalités.

Pour R.T. Erdoğan, qui n'a jamais voulu régler la question kurde, le HDP est devenu un défi de taille puisque, en 2015, il a fait une entrée fracassante au parlement en entravant la politique de présidentialisation. Erdoğan déclenche alors la terreur contre ce peuple par la destruction de leur tissu urbain, l'exode de 500 000 personnes et le lynchage politique de leurs dirigeants. Il procède à l'arrestation de 6 000 militants kurdes et lève l'immunité parlementaire des députés HDP, dont les coprésidents S. Demirtas et F. Yüksekdag. Dix-huit ont été emprisonnés et risquent de lourdes peines. Tous les maires kurdes ont été révoqués et leur municipalité placée sous tutelle. Si le despotisme écrase aujourd'hui toute la Turquie, le Kurdistan est sous la chape de plomb de la loi martiale. En 1915, la cible était les Arméniens ; en 2018, les Kurdes ont tout lieu de craindre l'attitude génocidaire de R.T. Erdoğan.

La Turquie et l'après-Daesh

R.T. Erdoğan nourrit pour la Turquie des nostalgies impériales dans lesquelles Ankara redeviendrait le bras armé de l'islam sunnite et dominerait le monde arabo-musulman. Cependant, il accumule les rebuffades avec un isolement diplomatique croissant vis-à-vis de ses alliés traditionnels de l'OTAN, des Etats-Unis et de l'Union européenne. L'échec de ses politiques arabes, de sa tentative de substituer à Bachar al-Assad un pouvoir de Frères musulmans, son repli face à l'Iran et à la Russie l'ont conduit à se concentrer sur un seul objectif qui est de détruire l'entité kurde syrienne avec, comme à Kobanê, ses supplétifs djihadistes.

En lançant en janvier 2018 l'agression contre la paisible enclave d'Afrin, R.T. Erdoğan veut briser cette expérience

démocratique et progressiste, procéder à un nettoyage ethnique pour installer à la place des Kurdes des islamistes et des réfugiés arabes, conforter sa position intérieure et arriver en position de force dans les négociations à venir. Ce tyran entretient l'illusion d'une victoire militaire contre les Kurdes et ouvre pour cela un nouveau chapitre de la guerre dans une Syrie déjà meurtrie, avec l'accord de Moscou, Damas et Téhéran.

Après soixante jours de résistance héroïque des combattants kurdes, sous un déluge de feu, la Turquie et la soldatesque de Daesh se sont emparées d'Afrin. Seuls, abandonnés et trahis par ceux-là même qui voici quelques semaines les encensaient, ils fuient maintenant par milliers pour échapper aux pillages, aux massacres, aux viols et aux égorgements des troupes d'Ankara. Le bilan humain provisoire est terrible avec en quelques jours près de 300 victimes, un millier de blessés dont de nombreux enfants.

Les masques sont tombés devant ceux qui feignaient de croire que la Turquie, sans jamais avoir été menacée, entendait protéger sa frontière. Sans ambages, R.T. Erdoğan vient de déclarer : « Maintenant, le drapeau turc flotte là-bas ». Dans sa politique de conquête de territoires d'un Etat souverain, il entend désormais poursuivre l'offensive dans tout l'espace kurde jusqu'à la frontière irakienne.

Le gouvernement français a commis une grave faute en considérant que l'on pouvait comprendre R.T. Erdoğan et en faisant preuve à son égard d'une tolérance complice. Nul ne peut croire qu'Emmanuel Macron, qui a reçu début janvier le président turc, ignorait ses intentions. Certes, à une question orale de Pierre Laurent, unanimement saluée au Sénat, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a concédé que « la situation était grave » après avoir légitimé, lors d'une interpellation de Jean-Paul Lecoq à l'Assemblée nationale, la propagande d'Ankara. Les crimes de guerre exigent plus que des paroles. Ce lâche silence va-t-il se poursuivre à Paris et à Bruxelles alors que R.T. Erdoğan incen-

die à nouveau la Syrie et multiplie les provocations à l'égard de Chypre et de la Grèce ? La France et l'Union européenne doivent parler plus fermement, condamner la politique d'Ankara, exiger l'interdiction du survol de l'aviation turque et son retrait du territoire syrien. Dans ce contexte, le transfert de trois milliards d'euros par l'UE à la Turquie, pour gérer la crise migratoire, est indigne et illustre le manque de courage politique face à cette tyrannie d'autant que des procédures judiciaires s'engagent en France, en Belgique et en Allemagne afin de mettre un terme aux opérations des services secrets turcs (MIT) visant à éliminer, sur le continent, des dirigeants kurdes.

L'heure est donc à la mobilisation générale pour Afrin et pour sauver l'expérience démocratique et pacifiste du Rojava. Pierre Laurent et Jean-Paul Lecoq ont interpellé le président de la République et sollicité une audience, qu'ils souhaitent transpartisane, car l'urgence est absolue. Cet appel à l'opinion publique a trouvé un large écho à l'occasion de la conférence de presse organisée par les parlementaires communistes et qui a réuni de très nombreux élus de tous les groupes. Les voix des responsables kurdes Agit Polat et Nursel Kilic ont résonné et se sont amplifiées avec la tenue à Paris du Tribunal permanent des peuples pour juger des crimes de la Turquie.

Les manifestations qui se sont déroulées en Europe et dans en France le 24 mars ont été d'une ampleur considérable. Les communistes entendent amplifier leur solidarité avec les Kurdes qui incarnent le combat pour la liberté, la paix et la démocratie.

Pascal Torre,

membre de la commission des relations internationales du PCF

Retrouver l'intégralité de l'article sur le lien suivant : international.pcf.fr/105522



Paris, le 26 février 2018

Secrétaire national

Emmanuel Macron
Président de la République française

Monsieur le président de la République française,

J'ai l'honneur d'attirer toute votre attention sur la scandaleuse décision de Avidgor Liberman, ministre de la Défense israélien, de prolonger la détention administrative de notre concitoyen Salah Hamouri de quatre mois renouvelables.

Le gouvernement israélien s'acharne contre Salah Hamouri qui a déjà passé six mois en prison sans procès ni charge dans l'arbitraire le plus total et au mépris du droit international et des conventions de Genève.

J'ai pris connaissance de votre échange au sujet de Salah Hamouri avec B. Netanyahu, Premier ministre d'Israël, lors de sa visite à Paris, ainsi que des différentes prises de contact du Quai d'Orsay. Force est de constater que les autorités israéliennes n'en ont pas du tout tenu compte.

C'est un camouflet pour la diplomatie française.

Sans doute n'avez-vous pas utilisé tous les moyens en votre possession pour faire respecter le droit et la justice pour notre compatriote Salah Hamouri.

C'est pourquoi je vous demande instamment d'intervenir à nouveau pour exiger sa libération immédiate et sans condition, et de mettre tout en œuvre pour qu'elle soit effective.

Par ailleurs, j'appuie la demande d'Elsa Lefort, épouse de Salah Hamouri, d'être reçue au plus vite par vous.

Je vous prie de croire, monsieur le président de la République, à ma haute considération et ma détermination à la libération de notre compatriote Salah Hamouri.

Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Sénateur de Paris

Solidarité avec Salah Hamouri et tous les prisonniers politiques palestiniens

Le 28 février, Salah Hamouri, avocat franco-palestinien qui vient de passer six mois dans les prisons israéliennes, a été présenté devant le tribunal à Jérusalem. Il a annoncé devant la cour qu'il boycottait ce tribunal et a déclaré : « Je ne veux ni avocat ni représentation légale pour le simple fait que la détention administrative est une pratique illégale qui me prive de liberté. Il n'y a aucune charge contre moi et mon incarcération repose sur un dossier secret qui est contrôlé uniquement par les services de renseignements. Je ne veux pas participer à cette procédure dans ce lieu où la justice est la grande absente. Je demande à mon avocat de se retirer de cette audience. »

Le 26 février le ministre israélien de la Défense, Avidgor Liberman, avait déjà pris la décision de prolonger de 4 mois la peine de Salah.

Si l'acharnement contre Salah Hamouri témoigne du mépris de la justice israélienne pour le droit international, dans

les prisons israéliennes 6 171 prisonniers politiques sont également victimes de ce mépris. 450 Palestiniens, incarcérés sous le régime de la détention administrative, mènent également un mouvement de boycott des tribunaux. 350 mineurs, dont Ahed Tamimi, détenus dans des conditions intolérables et en totale violation de la Convention internationale sur les droits de l'enfant, convention signée par Israël qui déclare : « Les États-partis veillent à ce que nul enfant ne soit privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. L'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant doit être en conformité avec la loi, n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible. » 10 députés, dont Marwan Barghouti, enlevé illégalement par les Forces israéliennes en 2001, et Khalida Jarrar chargée des prisonniers au Parlement palestinien.

En menant cette politique, les forces de sécurité israéliennes poursuivent un but que dénonce Hamira Hass dans Haaretz : « (...) Beaucoup des arrestations sont un autre moyen par lequel Israël entreprend, systématiquement, de saper et de défaire le tissu social palestinien afin d'affaiblir sa capacité de résister à l'occupation et de la défier. »

Une curieuse complaisance de la communauté internationale. Comment peut-on se dire ami d'Israël et soutenir un gouvernement quand des Israéliens, tels Zeev Sternhell, s'inquiètent : « Quand,

exactement, les Israéliens, au moins en partie, ont-ils compris que leur cruauté envers les non-juifs sous leur emprise en territoires occupés, leur détermination à briser les espoirs de liberté et d'indépendance des Palestiniens ou leur refus d'accorder l'asile aux réfugiés africains commençaient à saper la légitimité morale de leur existence nationale ? »

Nous demandons avec insistance au Président de la République et au ministre des Affaires étrangères de sortir de leur trop prudente réserve et de réagir au camouflet qui, dans le cadre de l'incarcération de notre compatriote Salah Hamouri, a été infligé par Benyamin Netanyahu à la France, d'entendre les voix qui en France et dans le monde demandent justice et respect pour le peuple palestinien.

Le Parti communiste français participe aux campagnes qui demandent la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens. Derrière le sort de ces milliers de femmes, d'hommes et d'enfants, c'est le sort de la paix qui se joue.

Inscription pour participer à la soirée : http://2017.pcf.fr/soir_e_pour_les_prisonniers_politiques_palestiniens

Nathalie L'Hopitault,

membre de la commission des relations internationales du PCF - Palestine
article paru dans *Communistes* du 06/03/18

SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS POLITQUES PALESTINIENS

SOIRÉE POLITIQUE
& CULTURELLE



MARDI 17 AVRIL 2018 À 19H // ESPACE OSCAR NIEMEYER
2, PLACE DU COLONEL-FABIEN // PARIS 19^e // MÉTRO COLONEL FABIEN

Iran : la révolte des femmes

La mobilisation de dizaines de femmes iraniennes contre le port obligatoire du voile islamique a été un événement marquant de ce début d'année.

Selon la législation de la République islamique d'Iran, le juge peut infliger à une femme apparaissant sans voile en public une peine pouvant aller jusqu'à deux mois de prison. Cette loi s'applique aux filles dès 9 ans. En pratique, les autorités imposent le port obligatoire du voile à partir de l'âge de 7 ans pour les filles, c'est-à-dire lorsqu'elles entrent à l'école élémentaire.

La première femme ayant osé retirer son voile dans la rue, le 27 décembre dernier, a été relâchée au bout d'un mois, après avoir été obligée de verser une caution d'un montant équivalent à cinquante fois le salaire mensuel minimum. Son exemple a néanmoins été suivi par au moins vingt-neuf autres femmes qui ont été également arrêtées.

C'est la première fois depuis les grandes manifestations de 1979-1980, que la résistance des femmes prend une forme ouvertement anti conformiste et surtout illégale.

Au même moment, de nombreuses jeunes filles et femmes ont participé aux manifestations contre la cherté de la vie, le chômage et la corruption. Celles-ci ont regroupé des centaines de milliers de jeunes chômeurs/euses et de travailleurs/euses.

Cette vague de mobilisation, qui a commencé le 28 décembre, a duré dix jours. Elle a touché presque cent villes iraniennes, grandes et petites. Elle a ébranlé



Manifestations à Téhéran contre la vie chère entre fin 2017 et début de l'année 2018.

les bases mêmes du régime des ayatollahs. La seule réponse du gouvernement a été la répression avec la mort dans la rue de vingt-sept personnes et l'arrestation de cinq mille manifestants, dont au moins douze sont ensuite morts en prison.

L'ampleur de la mobilisation des femmes est un phénomène nouveau et marquant. Un bref retour sur l'histoire des relations entre le pouvoir islamique et les femmes iraniennes est utile pour mieux en comprendre la portée.

Une oppression qui vient de loin

Même si la situation actuelle des femmes est le résultat direct de la défaite de la révolution de 1979, la misogynie de la société iranienne ne date pas de l'instauration du régime islamique.

Le chah était lui-même un exemple flagrant de misogynie. Il l'avait assumé ouvertement dans un célèbre entretien dévastateur avec Oriana Fallaci en 1973. Il y expliquait que les femmes sont à peine bonnes pour la cuisine et incapables de grandes prouesses.

Une autre histoire montre la domination masculine existant à cette époque : au milieu des années 1970, la sénatrice Mehranguiz Manouchehrian avait proposé d'éliminer l'obligation pour les femmes mariées d'obtenir l'autorisation de leur mari pour sortir du territoire. Non seulement cette demande a été violemment rejetée, mais Mme Manouchehrian a été forcée de démissionner.

Malgré les apparences, les lois monarchiques n'ont jamais été véritablement « laïques » à cette époque. L'ombre de la charia était présente, et les compromis du régime du chah avec le clergé bien nombrés !

Les femmes, premières victimes du régime religieux

Socialement et politiquement, les femmes iraniennes ont été les premières victimes de l'installation d'un régime clérical en Iran. Khomeiny, même en exil, avait exclu de déroger aux règles de la charia.

Cette attitude n'est pas nouvelle : le clergé en Iran a toujours joué un rôle de premier plan à l'encontre de la situation des femmes. Depuis la révolution constitutionnelle de 1906, jusqu'à la prise du pouvoir par le clergé en 1979, celui-ci n'a pas cessé de combattre toute avancée relative aux droits des femmes.

En ce qui concerne Khomeiny, sa protestation contre le régime du chah au moment de la réforme agraire (1963) était avant tout une opposition aux nouveaux droits accordés aux femmes par le régime monarchique.

On peut résumer ainsi les grandes lignes de l'idéologie des ayatollahs chiites iraniens en ce domaine : dans leur vision du monde, les droits des femmes ne sont pas déterminés par les êtres humains et les conditions sociales d'une période déterminée, mais par leur « place naturelle et définie par Dieu ». Le rôle social de la femme est d'être avant tout une épouse soumise à l'homme qui garantit son pain quotidien. Le devoir sacré de la femme est la reproduction, donc de mettre au monde des enfants. Le slogan favori des ayatollahs est « Le paradis est sous les pieds des mères ! » Être femme et mère au foyer est le « travail divin » accordé aux femmes ! Dans cette vision du monde, les hommes ont le pouvoir de « mettre fin au contrat » de mariage quand ils le souhaitent.

En bref, pour ces religieux, l'inégalité est dans l'ordre naturel et divin des rapports entre les humains et, selon la volonté divine, les femmes sont inférieures aux hommes en droits. Cela est codifié entre

autres dans les lois et codes islamiques concernant le droit à l'héritage, l'accès à des responsabilités juridiques, le témoignage dans des affaires juridiques, le droit de garde des enfants, l'autorisation de voyager à l'étranger, etc.

La situation déplorable des femmes travailleuses

Les travailleuses subissent la double oppression du système capitaliste et de l'ordre patriarcal. Elles forment la majorité des démunis de la société. La plupart des emplois offerts aux travailleuses sont très peu payés et considérés comme très dévalorisants. La quasi-totalité des emplois dans le tissage de tapis et les services de nettoyage privés et publics sont occupés par des femmes.

À travail égal, il existe une énorme différence entre hommes et femmes en ce qui concerne les salaires, les primes et les augmentations salariales. Et cela même si c'est interdit par la loi. On retrouve ces inégalités dans de nombreux domaines, comme les critères d'embauche, la formation, la promotion, etc.

En raison de la séparation des hommes et des femmes dans les services publics, comme par exemple l'éducation ou les services de santé, le nombre de femmes fonctionnaires a certes augmenté. Mais le corollaire à cela a été la baisse du taux du travail féminin dans le secteur privé.

Le seul point sur lequel le régime islamique peut se vanter d'avoir dépassé le régime monarchique est le taux d'alphabétisation et le niveau d'étude des femmes.

Une longue tradition de résistance

Les femmes iraniennes n'ont pas cédé face aux tentatives de mise à l'écart et aux intimidations directes et indirectes du régime. Beaucoup ont résisté à leur façon en continuant à aller travailler tout en portant le voile islamique, ainsi qu'en allant le plus loin possible dans leurs études.

Politiquement, depuis l'avènement du

discours « réformateur d'Etat », qui a culminé avec les victoires de Khatami aux élections présidentielles de 1997 et 2001, les militantes féministes se sont en grande majorité limitées à soutenir les « réformateurs », et à limiter leurs actions exclusivement dans ce cadre légal. Mais cela n'a donné aucun résultat tangible !

Juste après l'élection de l'ultra conservateur Ahmadinejad, elles ont organisé un grand rassemblement le 23 juin 2005, jour de l'anniversaire de l'élection du président sortant Khatami. Elles voulaient ainsi exprimer leur volonté de défendre les droits des femmes qui semblaient être encore plus menacés avec le nouveau gouvernement formé par le clan d'Ahmadinejad et ses nombreux ministres issus des Gardiens de la révolution.

Paradoxalement, la police a toléré cette manifestation. Mais un an plus tard, le 23 juin 2006, un deuxième rassemblement a été cette fois-ci brutalement dispersé. Les activistes ont été arrêtées et brutalisées. De là est sortie l'idée d'orienter le mouvement féministe vers d'autres façons d'agir. La « campagne de un million de signatures » contre les lois en préparation visant à réduire davantage les maigres droits des femmes a été lancée. Les féministes et leurs soutiens ont fait du porte-à-porte afin de sensibiliser les femmes au foyer. Après une effervescence au début et un succès réel auprès des femmes ordinaires, la répression policière s'est abattue sur les activistes et la campagne s'est arrêtée net.

Après cette phase de lutte civique très particulière, de grandes figures de ce mouvement se sont mises au service, presque exclusif, des « réformateurs d'Etat ». Elles ont servi, avec beaucoup « de fierté et d'enthousiasme » selon leurs dires, les campagnes électorales de Moussavi et Rouhani. Elles se sont de ce fait coupées du reste des mouvements sociaux, et le mouvement féministe indépendant iranien a cessé d'exister.

Ses figures historiques, de Chirine Ebadi (prix Nobel de la paix) à l'avocate militante Nasrine Sotoudeh, sont toutes devenues des soutiens actifs des « réformateurs ». Elles ont condamné les actions

se plaçant en dehors du cadre légal, et se sont exprimées ouvertement contre « la subversion ». Cette orientation n'a débouché sur aucun résultat.

Une nouvelle ère pour les mouvements sociaux, dont celui des femmes

Les dix jours de manifestations contre la vie chère de ce début d'année ont été caractérisés par l'absence totale de slogans en faveur des réformateurs d'Etat, MM. Moussavi et Karoubi, alors que ceux-ci ont été placés en résidence surveillée. On y a par contre entendu des slogans radicaux contre le régime, Guide suprême inclus, et demandant le renversement du régime islamique dans sa totalité. L'action publique et illégale des courageuses femmes iraniennes contre le port du hijab islamique, s'est également faite sans le soutien des fameux « réformateurs ». Ceux-ci n'ont même pas osé les soutenir verbalement.

Le mouvement de ces femmes se caractérise également par son dépassement immédiat du cadre imposé non seulement par les « conservateurs », mais aussi par les « réformateurs » et leur discours stérile. Le mouvement de protestation des femmes est pour cette raison entré dans une nouvelle ère, malgré le faible nombre de ces pionnières ! C'est un mouvement de protestation subversif et « irrespectueux » des cadres légaux, ce qui constitue une hantise pour le camp des dits « réformateurs d'Etat ».

Ces deux mouvements concomitants constituent une défaite du discours « réformateur » de ces vingt dernières années en Iran, y compris au sein du mouvement féministe. Raison de plus pour qu'en France la solidarité du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes soit sans faille, face aux arrestations et aux emprisonnements.

Behrooz Farahany,

article publié le 22 février 2018 sur le site de Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens, iran-echo.com

Liban : les lourdes incertitudes de l'après Daesh

Une délégation du Parti communiste libanais conduite par son secrétaire général, Hanna Gharib, a séjourné à Paris du 18 au 20 février 2018. Elle a été accueillie par Pierre Laurent, secrétaire national du PCF. Cette visite a permis des échanges fructueux sur les situations respectives.

Une situation intérieure explosive

Le Liban compte 6,4 millions d'habitants dont un tiers se compose de réfugiés, essentiellement palestiniens et syriens. Ce taux est le plus élevé du monde et constitue une source d'instabilité croissante.

La guerre civile (1975-1990) a mis un terme à la fragile coexistence pacifique des communautés, qui prévalait depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle a eu pour incidence d'établir un communautarisme radical scindant en blocs territoriaux antagoniques les chrétiens et les musulmans. Elle a aussi provoqué l'effondrement d'un Etat déjà faible et corrompu. Les occupations israélienne et syrienne ont donné une dimension régionale, voire internationale, à ce conflit.

Le compromis de Taëf (1989), qui met fin à la guerre civile, a permis le retrait d'Israël mais pas de la Syrie. Afin d'éviter l'hégémonie d'une communauté, ces



Le 19 février dernier, rencontre de haut niveau entre les partis communistes libanais et français: Hanna Gharib, secrétaire général du PCL, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, et Kamal Hamdan, membre du bureau politique du PCL (de droite à gauche).

accords, toujours en vigueur, répartissent les pouvoirs institutionnels. La présidence de la République devient une puissance honorifique attribuée à un maronite, celle du pouvoir exécutif revient à un sunnite et la présidence du parlement est dévolue à un chiite. Le nombre de députés augmente pour tenir compte des évolutions démographiques.

Cette pratique constitutionnelle a eu pour conséquences de renforcer le communautarisme et le système de dépouilles politiques et économiques que se partagent les chefs politiques.

Depuis, un système bipolaire de partis s'est structuré autour de l'affrontement régional américano-saoudien et syro-iranien. Ces deux blocs sont équilibrés mais les fractures politiques sont ravivées avec l'actuel conflit syrien. Outre les rivalités interconfessionnelles, le leadership régional se joue. Il ne s'agit plus de gérer les rapports chrétiens/musulmans. Les radicalismes islamistes contradictoires et le radicalisme des Etats occidentaux, dans la nouvelle donne géopolitique des « guerres de civilisation », ont mis désormais au centre du problème libanais les rivalités sunnites/chiites.

Quant aux chrétiens, ils se divisent entre ceux qui persistent à éprouver une passion pour l'Occident et ceux qui refusent l'identification de ses intérêts à l'Occident.

La scène politique actuelle comprend :

- « Les partis du 8 mars » favorables au bloc syro-iranien : le Hezbollah d'Hasan Nasrallah, le mouvement Amal de Nabih Berry (chiite) ainsi que le « Courant patriotique libre » de Michel Aoun (chrétien) ;

- « Les partis du 14 mars » favorables au bloc américano-saoudien : le « Courant du futur » de Saad Hariri (sunnite), les Forces libanaises de Samir Geagea et les Kataëb de la famille Gemayel (chrétiennes) ;

- Un pôle centriste comprenant les Druzes de Walid Joumblatt et l'ancien président Michel Sleiman (chrétien).

Depuis quelques années les institutions connaissent une paralysie, même si une certaine remise en marche semble s'esquisser. En dépit de cette situation, les administrations fonctionnent.

- La présidence de la République. À la fin du mandat de Michel Sleiman (mai 2014), le parlement n'est pas parvenu à dégager une majorité en faveur d'un candidat. Le pouvoir présidentiel est resté vacant jusqu'à l'élection de Michel Aoun en octobre 2016.

- La présidence du Conseil des ministres. Elle est occupée par Saad Hariri depuis décembre 2016.

- Le parlement est présidé par Nabih Berry (depuis 1992). Il compte 128 députés répartis sur une base confessionnelle (64 chrétiens et 64 musulmans).

Sous le prétexte des problèmes de sécurité, le parlement a refusé de tenir les élections en 2013 et s'est prorogé jusqu'à aujourd'hui. En 2016, il s'est réuni une fois. De nouvelles élections sont prévues en mai 2018.

Le Hezbollah fait souvent l'objet de nombreux commentaires dans les médias. Cette formation est née dans les années 1980 au cours de la lutte contre l'occupation israélienne et elle est tiraillée par une vocation exclusivement libanaise et une perspective plus large. Même si le Hezbollah est lié à l'Iran, il n'est pas une simple courroie de transmission. Il s'agit d'une entité libanaise qui définit sa politique par rapport au Liban et à la résistance face à Israël. Il n'entend pas prendre en main seul le pouvoir. Il sait que si les équilibres sont bouleversés, le pays explose. Pour autant, cette communauté puissamment armée suscite des craintes et a la capacité d'imposer un droit de veto aux grandes décisions qui se prennent à Beyrouth.

Dans ses discours, le Hezbollah combine plusieurs niveaux identitaires : nationalismes arabe, libanais et musulman sur le mode chiite iranien. Parallèlement, il est favorable au contrôle des religieux sur le pouvoir civil. Il est parvenu à créer un mode de vie spécifique dans la communauté chiite, aggravant une fragmentation sociale et idéologique déjà poussée. Enfin, dans ses zones d'implantation, il ne laisse guère de place aux autres tendances, en dehors de son allié Amal.

Le Hezbollah est intervenu en Syrie par crainte d'une expansion de l'Etat islamique et du Front Al-Nosra exacerbant le conflit sunnites/chiites. Son intervention sert les intérêts iraniens mais la défense du Liban demeure sa première préoccupation.

Le Liban est au cœur des nouvelles alliances qui se dessinent dans le Moyen-Orient d'après Daesh. Pour ces raisons, les Etats-Unis ont conforté leurs relations avec Israël et les pétromonarchies du Golfe pour la domination régionale et faire face à l'Iran.

L'Arabie saoudite a perdu la guerre en Syrie. Elle tente de prendre sa revanche en s'attaquant au Hezbollah pour tout à la fois contrer le régime iranien et contenter Israël. C'est la raison pour laquelle, plusieurs mois avant que ne se déclenche l'affaire Saad Hariri, les déclarations hostiles au régime libanais se sont multipliées en Arabie saoudite, à Bahreïn ainsi qu'aux Emirats arabes unis.

Le clan Hariri est totalement lié à l'Arabie saoudite. Cette famille dispose de la double nationalité et est à la tête d'une société de construction considérable mais en état de banqueroute.

Saad Hariri est devenu Premier ministre en 2016 au prix d'une réconciliation avec le Hezbollah. Le cabinet qu'il conduit a été incapable d'esquisser la moindre réforme, provoquant une réduction de sa base sociale. Ce gouvernement a été au départ totalement ignoré par Ryad et les Occidentaux. La normalisation des relations diplomatiques avec la Syrie a mis le feu aux poudres conduisant l'Arabie saoudite à maintenir prisonnier et à contraindre Saad Hariri, de Ryad, d'annoncer sa démission, imputant sa retraite à l'Iran et au Hezbollah. Les Saoudiens n'ont cependant pas anticipé la réaction de la société libanaise. La classe politique ne s'est nullement soulevée contre le Hezbollah et les Libanais ont été scandalisés par la manœuvre saoudienne. Ces derniers ont sous-estimé le patriotisme de la communauté sunnite qui a préféré se solidariser avec Hariri plutôt que de tourner le dos au Hezbollah.

L'exfiltration de Saad Hariri a marqué un retour de la diplomatie française et a offert une porte de sortie aux Saoudiens.

Le Parti communiste libanais a longtemps été interdit (de 1948 à 1971). Aux premiers rangs pour défendre l'unité du Liban, notamment face à Israël, il a combattu avec les Palestiniens et les nationalistes arabes pendant la guerre civile. En 2015, le PCL a réactivé ses patrouilles armées aux côtés de l'armée libanaise et du Hezbollah contre les

infiltrations djihadistes.

Il s'oppose à toutes formes d'ingérence étrangère. Il œuvre contre le sectarisme confessionnel et communautaire, et agit en faveur de l'établissement d'un Etat laïque et démocratique. Il propose une réforme du système politique comprenant la mise en place de la proportionnelle.

Depuis six ans, il participe à tous les mouvements sociaux avec l'ensemble des forces progressistes.

Dans la perspective du scrutin législatif de mai 2018, il entend faire de cette séquence un tremplin pour organiser les forces d'opposition démocratiques.

Comme le souligne Hanna Gharib, cette élection est lourde de dangers. Israël et les Etats-Unis craignent un succès du Hezbollah et multiplient les provocations pouvant se traduire par une explosion du pays.

Une situation économique et sociale difficile

Pour l'essentiel, le capitalisme libanais se caractérise par son caractère mafieux, véritable prédateur des ressources naturelles et destructeur de l'environnement. La corruption règne partout.

Si le système est à bout de souffle, les chefs de guerre continuent à se répartir une rente qui se réduit. Les richesses se concentrent sur Beyrouth et ses alentours au détriment des autres régions.

La croissance économique s'élève à 2 % (en 2017), témoignant d'une morosité générale dans les secteurs essentiels que constituent le commerce de détail, l'immobilier, l'industrie et le tourisme. Les déficits, accumulés pendant la période de Rafic Hariri (1992-2004), sont colossaux. Le déficit public s'élève à 9 % du PIB tandis que la dette représente 160 % du PIB (79 milliards de dollars) avec des intérêts évoluant à la hausse.

On distingue deux Liban : celui de la vie

facile et luxueuse de ceux qui ont bâti des fortunes dans le Golfe. De l'autre, une paupérisation croissante de la population en raison du chômage, qui est reparti à la hausse (+ 7 %) , de l'augmentation du coût de la vie et de l'absence de service public (électricité, eau, école). L'exode des personnes les plus qualifiées bat son plein.

Pourtant, le pays a un besoin urgent de réformes économiques pour mettre fin à la dépendance à l'égard de l'étranger, résoudre le problème de la dette, de la paupérisation et du chômage. Le dépassement du système communautaire sera possible que si l'économie réussit à briser les contraintes qui l'enserrent et qui conduisent les chefs politiques libanais à transformer l'Etat en une série de baronnies.

La constance des ingérences étrangères

Le Liban est un Etat-tampon dont les communautés religieuses sont les courroies de transmission. Elles ont toujours entretenu des contacts plus ou moins intensifs avec d'autres pays ou avec des pays où se situent les centres de spiritualité auxquels leur communauté est fidèle. Pour accroître leur pouvoir, elles deviennent les clientes des puissances internationales ou régionales. Cela rend le Liban instable et perméable aux influences étrangères au point de se transformer en champ de bataille.

Le Liban n'a jamais cessé d'être instrumentalisé dans les conflits géopolitiques régionaux. Il est aussi un instrument d'influence et d'intervention des puissances occidentales dont le souci principal est la sécurité d'Israël. La politique étrangère est largement contrainte par l'évolution des équilibres régionaux. Les crises qui secouent le Moyen-Orient plongent souvent le Liban dans la tourmente.

Le Liban a beaucoup souffert de toutes les tentatives de déstabilisation et des occupations israéliennes. L'arrivée de réfugiés palestiniens a été un prétexte.

Cela a eu des conséquences avec une montée des radicalités dans le pays et l'émergence du Hezbollah. Le Liban est toujours formellement en guerre avec Israël. Aucun cessez-le-feu permanent n'a été conclu. Depuis la guerre de 2006, les tensions au sud restent vives, en particulier depuis qu'Israël tente de modifier la frontière afin de faire main basse sur des gisements gaziers en Méditerranée.

Les médias gonflent souvent l'influence de l'Iran et du Hezbollah afin de masquer celle des autres puissances. Cette influence n'en est pas moins réelle, notamment en raison de l'aide fournie au Hezbollah. Cela a contribué à la défaite d'Israël et au retour d'une partie des réfugiés.

Après les accords de Taëf se met en place un régime sous tutelle syrienne alliant pillage et répression. A la suite des élections de 1992, Rafic Hariri devient Premier ministre et s'engage dans un programme de reconstruction tout en opérant un rapprochement avec les chrétiens. Après la résolution de l'ONU de 2004, exigeant le retrait des troupes syriennes, Hariri est assassiné et cet assassinat précipite la fin de l'hégémonie de Damas en 2005.

Depuis l'intervention américaine en Irak en 2003 et la mort de Rafic Hariri, le pays a été soumis à des pressions américaines et européennes dans les affaires intérieures, soutenant une partie des Libanais contre les autres, en faisant un champ d'expérimentation de la doctrine du « Grand Moyen-Orient ».

Le Liban est pleinement impliqué dans le conflit syrien avec l'engagement du Hezbollah. Les conséquences intérieures ne sont pas moins importantes.

- En Syrie, les Israéliens et les Saoudiens entendaient démanteler l'axe Téhéran-Damas-Beyrouth. Ce qui explique l'engagement du Hezbollah dans une atmosphère de crispations idéologico-religieuses sunnites/chiites.

- À l'intérieur du pays, les différentes factions ont pris parti et le danger d'un affrontement interlibanais est grand.

Les infiltrations d'islamistes sont anciennes. En 2007, l'armée a combattu et délogé le groupe Fatah al-Islam du camp de Nar al-Bared. La pauvreté est d'une telle ampleur que cela facilite le recrutement dans les organisations djihadistes. L'influence saoudienne est énorme et Ryad s'est servi de ses relais au Liban pour acheminer des armes à la rébellion syrienne. Les cellules salafistes et les réseaux saoudiens au sein des forces de sécurité intérieure ont été mobilisés. Tripoli et les fiefs sunnites de la Bekaa ont servi de base arrière aux rebelles syriens jusqu'à ce que le Hezbollah et l'armée syrienne parviennent à fermer la frontière dans l'hiver 2013-2014.

En dépit de toutes ces crises, le Liban survit. Peut-être est-ce cette résistance à Israël, à l'hégémonie syrienne, au radicalisme identitaire qui a forgé son indestructibilité. Malgré les attentats et l'implication des Libanais dans le conflit syrien, le pays n'a pas basculé dans la guerre civile. Un consensus existe pour assurer sa stabilité.

Pascal Torre,

membre de la commission des relations internationales

Rwanda : une honte française

Dans Rwanda, la fin du silence, qui est sorti en librairie le 16 mars dernier, l'ancien officier français Guillaume Ancel lève le voile sur l'une des interventions les plus controversées conduites par la France en Afrique au cours des dernières décennies : l'opération Turquoise menée en plein génocide des Tutsis au Rwanda en 1994.

L'auteur brise l'omerta malgré « des menaces émanant de services de l'État »

Il s'en est expliqué dans un entretien avec Medhi Ba, rédacteur en chef du site Internet jeune afrique, extraits instructifs !

Dans cet entretien, il affirme : « C'est se moquer des Français que de leur mentir sur la nature d'une opération qui a été menée en leur nom. Et c'est tout aussi indécent, vis-à-vis du million de victimes du génocide, d'occulter le rôle inquiétant que la France y a joué. En taisant cette réalité, on s'autorise à ce qu'une telle horreur puisse se répéter. »

Longtemps, Guillaume Ancel fut un spécialiste du guidage au sol des frappes aériennes. Ancien TACP (prononcer : « TacPi », pour Tactical Air Control Party Specialist), ce lieutenant-colonel diplômé de Saint-Cyr guidait les avions de chasse de l'armée française vers leur cible, sur différents terrains d'opération.

Depuis quelques années, revenu à la vie civile, il est passé aux « frappes litté-

raires ». « Comme je le raconte dans mon livre, l'ordre d'opération préparatoire que j'ai reçu dès mon arrivée sur place ne correspondait pas à l'opération humanitaire que les médias présentaient vers la fin juin 1994. Il s'agissait en réalité d'une opération de guerre classique, visant à remettre au pouvoir le gouvernement rwandais, alors en difficulté. Quand on déploie sur le terrain des avions de chasse et les meilleures unités de la Force d'action rapide, c'est rarement pour une mission humanitaire. »

« Ce que j'ai trouvé le plus gênant, c'est de constater que les forces gouvernementales – les militaires des ex-Forces armées rwandaises (FAR), les gendarmes, les miliciens hutus – ne se cachaient pas une seconde d'être les auteurs des massacres. Bien sûr, ils s'abstenaient de les commettre sous nos yeux, mais à aucun moment ils ne niaient avoir exterminé les Tutsis. »

Comment l'armée française s'est-elle comportée vis-à-vis des forces gouvernementales ?

« Avec une certaine bienveillance. Lorsque nous avons été amenés à créer une zone humanitaire sûre [ZHS], son effet consistait clairement à protéger leur fuite devant l'avancée du FPR (Front patriotique rwandais, la rébellion essentiellement tutsie commandée par Paul Kagame). Au passage, on les a laissées organiser l'exode de la population vers l'ex-Zaïre, ce qui s'est traduit par une crise humanitaire dont le bilan s'est chiffré à près de 100 000 morts.

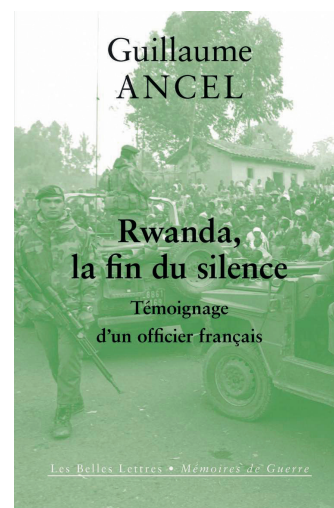
Durant la seconde quinzaine de juillet, dans un camp de réfugiés au Zaïre, j'ai par ailleurs assisté à une livraison d'armes par la France à ces mêmes forces gouvernementales, alors qu'on savait pertinemment qu'elles avaient commis le génocide. »

Guillaume Ancel revient ensuite longuement sur la culture du secret au sein

de la Grande Muette, et sur le paravent humanitaire déployé autour d'une intervention militaire politiquement sensible : « J'ai bien senti qu'il ne fallait pas mettre ce sujet sur la table. Dès le début de l'opération Turquoise, on assistait à un véritable déni de réalité. »

Enfin, il explique comment le politique lui a intimé l'ordre de se taire.

Et parmi les différents exemples qu'il cite, il y a ce colloque organisé par le Parti socialiste, présidé par un ancien ministre de la Défense de François Mitterrand, Paul Quilès, par ailleurs ancien président de la Mission parlementaire sur le Rwanda. « Lorsque j'ai livré mon témoignage, le président du colloque s'est levé, il a pointé son index dans ma direction et m'a dit d'un ton comminatoire : « Je vous demande de ne pas témoigner sur ce sujet car vous risqueriez de créer de la confusion quant à l'image que se font les Français du rôle qu'a joué leur pays dans le génocide du Rwanda ! » C'est à ce moment-là que j'ai compris que j'avais bien trop attendu et que mon témoignage aurait dû être mis sur la place publique depuis longtemps. »



Rwanda, la fin du silence, de Guillaume Ancel, édition Les belles Lettres.

Fiche de lecture réalisée par **Jean-Claude Cuvelier**, membre du collectif Afrique PCF

Moyen-Orient : la croisade pour l'hégémonie de Trump

« America First », le slogan chéri de Donald Trump peut être entendu de deux manières : « l'Amérique d'abord », mais aussi l'Amérique en première place.

Pour comprendre l'acharnement de l'administration états-unienne actuelle à semer la guerre, à participer au désordre meurtrier qui détruit les peuples de Syrie et, par extension, les pays des Proche et Moyen-Orient, un retour sur les permanences et leurs incidences de la culture politique des Etats-Unis. « Pays béni par Dieu », « nouvelle Jérusalem », et, donc, incarnation d'une vocation universelle, son statut implicite conduit à l'idée dominante de l'affirmation du « leadership » américain sur la planète, un hégémonisme planétaire que ni la Chine, ni la Russie ne pratiquent.

Cette aspiration « universaliste » a été aussi bien exprimée par Barak Obama que par Trump. Mais, sur cette même base, l'actuel président a provoqué une rupture fondamentale alors que, pour Obama, ce leadership devait se fonder sur un multilatéralisme recherchant la coopération internationale, par la méthode dite de « soft power » tendant à éviter les confrontations.

Trump, l'affairiste, en croisade

Trump est d'abord, et, pourrait-on dire, uniquement, un magnat milliardaire de l'immobilier : son monde est celui des affaires où la concurrence exacerbée et où tous les coups sont permis pour

devenir le « First », celui qui détient le monopole. Pour lui, les aspirations des peuples n'ont pas de réalité. Arrivé au pouvoir du fait de la désagrégation du système politique bi-partisan et de la crise structurelle du capitalisme états-unien, caracolant sur les courants les plus rétrogrades du pays, le président de la suprématie blanche se retrouve avec un très puissant allié, le complexe militaro-industriel qui, lui, prospère : le budget du Pentagone est de 700 milliards de dollars en 2018 et sera au moins de 716 milliards l'an prochain, enclenchant une nouvelle course aux armements à laquelle la Russie a d'ores et déjà réagi en affirmant toutefois ne pas vouloir s'y engager.

Publiée le 18 décembre 2017 sous l'autorité présidentielle, la Stratégie de sécurité nationale, « National Security strategy » (NSS), affirme que, depuis les années 1990, les Etats-Unis ont cru « que [leur] supériorité militaire était garantie et qu'une paix démocratique était possible (...) et que la concurrence ouvrirait la voie à une coopération pacifique ». Ce « prémisses s'est révélé faux ». C'est pourquoi « le département de la Défense devra être prêt à défendre la patrie, à demeurer la puissance militaire prééminente du monde, à assurer que les rapports de force demeurent en notre faveur et à développer un ordre international qui soit le plus favorable à notre sécurité et à notre prospérité. ».

Les Etats-Unis sont devenus les plus gros producteurs d'hydrocarbures du monde, rivalisant ainsi avec la Russie et l'Iran, mais aussi l'Arabie saoudite. Jim Mattis (un général va-t-en guerre), secrétaire à la Défense, précise dans sa note d'interprétation de la NSS, intitulée « Stratégie de défense nationale » (National Defense Strategy, publiée en janvier) qu'il s'agit de « former des coalitions durables au Moyen-Orient » et, explique-t-il, « nous stimulerons un Moyen-Orient sûr (...) qui ne soit dominé par aucune puissance hostile aux Etats-Unis et qui contribue à un marché mondial de l'énergie stable (...). Nous développerons des conditions durables

pour la consolidation d'une défaite durable des terroristes en même temps (...) que nous neutralisons l'Iran ». Ce pays est frappé d'un même anathème d'Etat voyou (« Rogue State » – une expression de G. W. Bush) que la Corée du Nord. Ajoutons à cela que la Russie et la Chine sont elles aussi considérées comme des concurrentes déstabilisatrices de l'ordre mondial, les « adversaires » à venir.

Etats-Unis/Israël : un lien indéfectible

Élément essentiel de la doctrine Trump pour le Moyen-Orient et cœur de sa stratégie de confrontation avec l'Iran : l'amitié quasi-familiale avec le pouvoir israélien. Une « passion » que l'oligarque aime à exprimer aux millénaristes évangéliques, force active de l'AIPAC, le puissant lobby pro-israélien et noyau dur électoral de l'électorat de Trump.

En reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, l'occupant de la Maison-Blanche a posé une bombe dont l'explosion aggravera considérablement l'incendie : les peuples du Proche mais aussi du Moyen-Orient demeurent profondément attachés à la cause palestinienne. Dernière provocation en date : Trump a annoncé que le déménagement de l'ambassade US de Tel Aviv à Jérusalem-Est sera officiel le 15 mai prochain, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'Etat d'Israël, également date du même anniversaire de la nakba (catastrophe) palestinienne. Par là on signifie que l'exigence palestinienne d'un État (à côté d'Israël) n'est plus à l'ordre du jour. Rappelons qu'en « punition » d'avoir été reconnu en tant qu'État par l'Unesco, les Palestiniens ont été privés des dizaines de millions de dollars de contribution américaine à l'UNRWA – l'organisation de l'ONU chargée de l'aide humanitaire aux réfugiés palestiniens qui tient à bout de bras la vie des habitants de Gaza. En guise d'État, le projet Trump-Netanyahu prévoit d'ailleurs l'établissement d'un

« Etat provisoire », une sorte de ban-toustan, après l'annexion d'au moins 15 % de la Cisjordanie occupée – les colonies – la militarisation israélienne de la vallée du Jourdain, un couloir de Cisjordanie à Gaza sous autorité israélienne, l'occupant israélien assurant l'intégralité du contrôle sécuritaire de Gaza et des territoires palestiniens occupés en juin 1967.

Nation Building : idéologie impérialiste états-unienne

L'alliance du prince Salman d'Arabie saoudite avec le gouvernement d'extrême droite d'Israël – unique puissance nucléaire du Proche-Orient – est l'autre objectif primordial de Trump en vue de la constitution d'un axe israélo-arabe de confrontation avec l'Iran dont les aspirations à un statut de puissance régionale est insupportable. Est-ce une coïncidence si ces derniers temps on évoque ici et là des projets états-uniens de coopération nucléaire avec Riyad, propriétaire d'un fonds souverain de 1 000 milliards de dollars, le plus important du monde, pour l'édification de centrales nucléaires ? Une hypothèse qui prend corps lorsqu'on la rapproche de la volonté de Trump de détruire l'accord international assurant le caractère purement civil des installations iraniennes. En limogeant le secrétaire d'État, patron pétrolier, Rex Tillerson qui avait une certaine rationalité dans sa défense des « intérêts américains » et en le remplaçant par l'ex directeur de la CIA, Mike Pompeo, qui dit vouloir « déchirer » l'accord 5 + 1 sur le nucléaire iranien, le président américain donne un blanc seing à la confrontation avec l'Iran, quel qu'en soit le prix.

Dans ce même contexte de tensions avec Téhéran, Washington – comme d'ailleurs Paris... – fournit une aide militaire à l'agression saoudienne au Yémen sous la prétextation l'allégation de combattre les rebelles houthis – une minorité opprimée d'Arabie – considérés, à tort,

comme des mercenaires à la solde de l'Iran. Dans cette même optique, Washington est en train de rechercher un accord avec les taliban en Afghanistan – ouvrant la voie tout à la fois à une alliance « sunnite » de ce pays avec l'Arabie saoudite, avec en perspective une possible déstabilisation des pays d'Asie centrale riches en hydrocarbures et frontaliers de la Russie et de la Chine.

La Syrie aujourd'hui, comme l'Irak et la Libye hier, est de cette idéologie états-unienne élaborée par l'administration Bush qu'est le « Nation Building ». Il s'agit d'imposer par la force ou tout autre moyen la destruction des structures étatiques et nationales d'Etats considérés comme faillis et hostiles, et leur « reconstruction » en régimes compatibles, pour le moins, avec les « intérêts » états-uniens. Les invocations de démocratie et de droits humains sont des prétextes destinés à recouvrir une réalité où l'on recherche avant tout la « stabilité » par la neutralisation des aspirations populaires, comme celles qui se sont exprimées dans le monde arabe en 2011. C'est ainsi que sont encouragés des régimes autoritaires, militaro-policiers en Égypte ou théocratiques comme on veut l'imposer en Syrie.

Cet acharnement conduit à des mises en œuvres meurtrières et aberrantes.

En Irak, le « Nation Building » a entraîné la destruction de l'appareil d'Etat et c'est dans les camps de détention états-uniens que l'idée d'un califat islamique (Daesh) est née, souvent sous la torture. L'instauration d'un pouvoir dirigé par les partis formés à Londres et New York se réclamant du chiïsme – a provoqué le repli de la minorité sunnite dans la main des fanatiques djihadistes. Quant au Kurdistan irakien, autonome de fait, sa récente tentative de conquérir la région de Kirkouk a été un échec : la « stabilité » des ressources en hydrocarbures avant tout !

Syrie et stratégie hégémonique des États- Unis

La répression sanglante de la révolte populaire par le régime syrien a été le déclencheur de l'ingérence « occidentale », légitimée, comme d'habitude, au prétexte de défense des droits humains. Cette répression a ouvert la voie aux exactions des milices djihadistes largement aidées par l'Arabie saoudite et les pays occidentaux. Ces « rebelles » (qu'on prétend pourtant défendre encore dans la Ghouta orientale) sont à leur tour devenus des propagateurs d'actions terroristes essentiellement en Europe, servant ainsi de prétexte supplémentaire à l'intervention principalement états-unienne contre Damas. Ce qui a provoqué en réaction le soutien russe à Bachar el Assad ainsi que l'aide militaire de Téhéran. La Russie est un allié de longue date de la Syrie, essentiellement pour la sécurité de sa porte sur la Méditerranée, les détroits des Dardanelles. C'est pour une même raison que Poutine fait preuve de mansuétude envers le régime turc, pourtant membre de l'OTAN, au point d'autoriser l'invasion du Nord-Ouest de la Syrie, la province d'Afrin dans le Rojava kurde. De leur côté, les combattants kurdes des YPG (Unités de protection du peuple) et du Front démocratique syrien contraints d'accepter une aide militaire états-unienne dans leur combat contre Daesh ont fait appel à des milices d'Assad. On a ici le modèle absurde d'alliances contradictoires, conséquence d'une stratégie US dont l'instrument est la force des armes et « l'Amérique avant tout » la pseudo-doctrine.

Et pourtant la seule solution durable consiste à réunir tous les acteurs de cette guerre autour d'une table, ce que, actuellement, Washington et ses alliés refusent.

Michel Muller,

membre de la commission des relations internationales

Colombie : la paix menacée après l'élection du Congrès ?

Le dimanche 11 mars 2018 se sont déroulées les élections pour le renouvellement du Congrès (Chambre des représentants et Sénat de la République) en Colombie.

Simultanément des consultations se sont tenues pour choisir, pour la gauche comme pour la droite, des candidats à l'élection présidentielle du 27 mai prochain.

En Amérique latine, on assiste actuellement à une avancée progressive de la droite au travers de différentes consultations électorales – cela a été le cas en Argentine, au Pérou et au Chili – ou par des coups d'Etat institutionnels aboutissant à la destitution de présidents légitimement élus – comme au Honduras, au Paraguay et plus récemment au Brésil. Dans ce contexte, on ne doit pas sous-estimer les contradictions en Equateur après la victoire de Lenin Moreno s'orientant vers une politique cherchant à capter une partie de la droite, que dénonce Rafaël Coréa, l'ancien président.

En Amérique centrale, on assiste à ce même scénario d'une droite qui prend sa revanche, avec, d'un côté, fraude électorale comme l'a vécue le Honduras en novembre 2017, où a été réélu Juan Orlando Hernández ; ou, de l'autre, de manière « démocratique » au Salvador, où le « Front Farabundo Martí » (FMLN), soutien du président de gauche sortant,

a essuyé le 4 mars dernier une défaite aux élections administratives, annonciatrice d'une bataille difficile pour la prochaine présidentielle.

Ce dimanche 11 mars, à Cuba, 605 députés ont été élus, parmi lesquels celui qui succédera à Fidel et à Raul Castro. Son nom sera connu le 19 avril prochain.

La crise qui a secoué le Venezuela a par ailleurs directement affecté l'élection colombienne, la droite ayant tout au long de la campagne accusé la gauche de vouloir faire de la Colombie le nouveau Venezuela.

Une élection particulière

La campagne électorale se déroule en même temps que se met en place le processus de paix signé à La Havane entre le gouvernement colombien et les FARC. Le climat politique est tendu, les difficultés rencontrées sont multiples et les coups de frein fréquents ; des assassinats sélectifs visent des leaders sociaux et des défenseurs des droits de l'homme tandis que les négociations avec l'armée de libération nationale (ELN) piétinent et que la protestation sociale monte.

Le parti nouvellement créé par les FARC (FARC-EP) s'est retiré de la compétition électorale, en raison du manque de garanties sur la sécurité et des problèmes de santé actuels de son candidat, Timochenko, ancien commandant en chef de la guérilla.

Les accords de paix garantissent aux FARC dix sièges au Congrès quels que soient les résultats dans les urnes.

Signalons aussi qu'en Colombie existe une forte polarisation entre droite et gauche.

L'élection du 11 mars : quelques chiffres

36 493 318 Colombiens
– 18 605 726 femmes et 17 418 741 hommes
– avaient le droit de vote. Bien qu'ayant baissé un peu, le pourcentage d'abstention reste très élevé, il avoisine les 53 %. 719 000 « Co-

lombiens de l'extérieur avec droit de vote » ont pu participer au scrutin.

Les membres de la force publique, c'est-à-dire les militaires et les policiers, n'ont pas droit de vote, tant qu'ils sont en service actif, tout comme ils ne peuvent appartenir à un parti ou à un mouvement politique.

Cette élection a été l'occasion de renouveler 163 députés et 102 sénateurs (en prenant toujours en considération la nouvelle donne des 10 élus garantis au parti FARC).

Il y a eu 2 750 301 votes nuls pour le Congrès et 1 392 274 blancs.

9 627 903 électeurs ont pris part à la consultation : 6,1 millions pour la droite et 3,5 millions pour la gauche, soit 26,37% des électeurs.

Le nouveau Congrès élu et les possibles alliances à gauche

Les forces de gauche ont recueilli leurs meilleurs scores dans les villes ; quant au parti FARC, il n'a pas obtenu le résultat escompté (moins de 1% des votes).

Après dix-huit années d'absence, la gauche revient au Congrès. C'est une bonne nouvelle.

La Coalition de la décence (AINSI - Alliance sociale indépendante, MAIS - Mouvement alternatif indigène et social, UP - Union patriotique) compte 2 députés et 4 sénateurs. Le Pôle démocratique alternatif (centre-gauche) confirme 5 sénateurs et 2 députés. Iván Cepeda, fils du dernier député de l'Union patriotique assassiné en 1994, est réélu.

L'Alliance verte double le nombre de ses sénateurs (10) et gagne 9 députés.

Les 5 sénateurs et les 5 députés garantis au parti FARC par les accords de paix doivent être confirmés.

Ces résultats à gauche ouvrent la voie à la constitution d'un groupe progressiste dans le Congrès : 24 sénateurs et 18 députés qui pourront mettre en œuvre des actions politiques visant des objectifs

communs.

Ils ouvrent également, dans la perspective de la présidentielle, la possibilité d'une unification des votes pour construire un large front de soutien à une candidature commune dans un éventuel second tour.

Mais la leçon principale de ce scrutin, c'est la confirmation de la force de la droite dure menée par l'ancien président, Alvaro Uribe (au pouvoir de 2002 à 2010), qui brigait un nouveau mandat de sénateur. Il obtient plus de 870 000 voix à lui tout seul sur la critique de l'accord de paix avec les FARC. Son parti, le Centre démocratique (CD), perd un siège au Sénat mais progresse à la Chambre des députés, où il compte 32 élus. Il reste néanmoins loin de la majorité absolue et devra composer avec les autres formations de droite.

Perspectives présidentielles

Parallèlement au vote du Congrès et du Sénat, se sont tenues des consultations internes afin de choisir les candidats potentiels à l'élection présidentielle du mois de mai prochain.

A gauche, avec consultation « Inclusion sociale pour la paix », qui opposait Gustavo Petro, ex-maire de Bogota, soutenu par le Mouvement alternatif indigène et social et la Coalition colombienne humaine, et Carlos Caicedo, ex-maire de Santa Marta, c'est Petro qui l'a emporté avec un total 2 849 498 de voix contre 514 978 à Caicedo.

Tout au long de cette campagne, la droite a martelé que la gauche ne disposait que d'un ensemble de votes historiques n'allant pas au-delà de 2,5 millions de voix. Avec ce résultat, un premier défi est gagné, auquel peuvent se rajouter les votes des autres forces de la gauche.

En réalité, ce qui se profile, c'est le risque que le centre-gauche et la gauche proposent cinq candidatures. Les divisions affectent aussi cette partie du monde.

À droite, la concurrence s'est formali-

sée dans la « Grande Consultation pour la Colombie » qui a opposé Iván Duque, dauphin de l'ex-président Álvaro Uribe et Martha Lucía Ramírez. Le premier l'a emporté avec 4 038 101 voix contre 1 537 790 pour la deuxième, suivie par Alejandro Ordoñez, un ultra-conservateur qui a recueilli 384 721 suffrages.

A droite aussi il y aura beaucoup de candidats : le gagnant de la consultation Iván Duque du Centre démocratique (qui n'a rien de démocratique), et l'ex-vice-président de Colombie, German Vargas Lleras, du parti Changement radical.

L'establishment européen serait enchanté si Duque (sorte de combinaison entre Renzi et Macron) gagnait. Il est souvent présenté comme celui qui peut mener la rénovation du pays, mais beaucoup savent qu'il est directement manipulé par Uribe. C'est un mélange dangereux dans un pays qui a constamment les yeux rivés à droite. Il faut rappeler également qu'Uribe a déclaré qu'il mettrait en pièces l'accord de paix.

Il est possible toutefois que le duel présidentiel oppose in fine Gustavo Petro et Iván Duque, qui ont été les gagnants des consultations officielles, tout comme il est clair que ce sont les millions de votes qui les séparent qui marqueront l'enjeu de la campagne électorale ouverte après cette élection.

Conclusion et espoir

Ces élections législatives passées, de facto démarre la campagne présidentielle et le « poids » issu de ces élections déterminera les tendances.

La multiplication des candidats dans le camp progressiste et de la gauche n'aidera pas, même si Petro est le seul à pouvoir accéder au second tour face à la droite. Dans ce cas, on pourrait assister à une convergence des forces de gauche.

A ce jour, le parti FARC, qui s'est retiré de la compétition, n'a pas pris position.

Ce qui est sûr, c'est que, si le second tour voyait s'opposer les candidats de droite, Duqué et German Vargas Lleras, le scé-

nario serait l'un des pires pour le pays.

La campagne déjà s'avère difficile, avec des menaces sérieuses et des risques pour Gustavo Petro, récemment victime d'une attaque. Simples pierres contre son véhicule, ont annoncé les autorités, alors que des impacts de balles ont été attestés.

L'Organisation des Etats d'Amérique (OEA) a d'ailleurs dû admettre sa préoccupation en raison des menaces et des attaques qui ont touché certains candidats lors de l'élection passée.

Par contre, l'espoir est dans le camp des forces de gauche dont la présence au Congrès sera un point d'appui pour le processus de paix acté par les accords de La Havane, en attendant de nouveaux équilibres politiques pour envisager une alternative positive dans une Colombie en quête d'une nouvelle vision de la société.

Et – pourquoi pas ? – un changement en Colombie qui puisse servir à retourner la tendance dans le continent et freiner les avancées de la droite dans cette partie du monde.

L'unité n'a jamais été facile en Colombie. Tout démontre que y parvenir devient un enjeu crucial, ; cela implique de privilégier, entre tous, les intérêts communs et de défendre, une Colombie qui puisse trouver sa voie vers une véritable démocratie.

Il est encore temps et urgent d'agir pour empêcher l'extrême droite de reprendre la Colombie.

Laurent Péréa,

membre du Conseil national du PCF ;
Responsable adjoint des relations
internationales chargé de l'Amérique latine

Allemagne : un modèle politique à bout de souffle

Il aura fallu attendre plus de quatre mois après l'élection du Bundestag le 24 septembre 2017 pour que l'Allemagne dispose d'un gouvernement qui, comme celui de la législature précédente, sera un gouvernement de « grande coalition » réunissant les conservateurs de la CDU/CSU et les sociaux-démocrates du SPD. Avec cette différence qu'il s'agit cette fois d'une coalition des perdants, les deux principaux partis atteignant leur plus bas niveau historique et ne réunissant à eux deux qu'à peine plus de la moitié des voix (53,5%).

Les résultats de septembre 2017 (voir tableau) marquent une véritable rupture dans l'histoire de la République fédérale avec deux faits marquants : les pertes record des deux grandes forces politiques et l'arrivée en force au Bundestag de l'extrême droite.

CDU/CSU (- 8,6%) et SPD (- 5%) n'ont pas réussi à se différencier aux yeux des électeurs et sont lourdement sanctionnés ; les « petits » partis progressent tous, mais les deux grands vainqueurs du scrutin sont d'une part l'AfD, les populistes d'extrême-droite qui prennent la troisième place avec un score de 12,6%, et d'autre part les libéraux du FDP qui font un retour victorieux au parlement après en avoir été écartés lors de la mandature précédente.

Le nouveau Bundestag compte six partis (et même sept si l'on distingue la

CDU et la CSU, cette dernière étant autonome mais présente seulement dans le land de Bavière) contre quatre dans le Bundestag précédent. Toute alliance avec l'AfD ayant été exclue par les autres partis, il n'y avait que deux possibilités de constituer une majorité parlementaire, soit en mettant sur pied une coalition CDU-FDP-Verts (393 sièges), dite « jamaïcaine » (le noir, le jaune et le vert des trois partis sont les couleurs du drapeau de la Jamaïque), soit en reconduisant la « grande coalition » CDU-SPD (399 sièges). A défaut, il aurait fallu revoter car l'hypothèse d'un gouvernement minoritaire avait été rejetée par Angela Merkel. La longueur des tractations post électorales est un signe de la crise du système politique établi en 1949. L'option « jamaïcaine » s'étant soldée par un échec et la perspective d'un nouveau scrutin laissant craindre le pire – un renforcement de l'AfD –, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier, ancien ministre SPD des Affaires étrangères de Angela Merkel, a pris l'initiative de réunir les responsables CDU/CSU et SPD pour les inciter à reconduire la « grande coalition ».

Pour y parvenir, le chef de file du SPD, Martin Schulz, a dû opérer une volte-face qui a ruiné sa propre crédibilité et plongé son parti dans une crise profonde. Au soir des élections, Martin Schulz avait en effet plaidé pour un retour dans l'opposition afin que le SPD puisse se rénover et enrayer la spirale électorale vers le bas. En expliquant que, finalement, la nouvelle situation politique permettrait au SPD d'obtenir de substantielles concessions de la part de la CDU, Martin Schulz n'a obtenu qu'une courte majorité au congrès du 21 janvier 2018. L'approbation de l'accord de gouvernement avec la CDU par 66% des militants en mars 2018 est largement due à la crainte d'un nouveau scrutin où les sondages promettaient une nouvelle chute au SPD.

En réalité, aucun des deux partenaires ne souhaitait la reconduction de la « grande coalition » ; ils sont si peu convaincus qu'ils ont prévu une clause

de réexamen au bout de deux ans, ce qui n'a jamais été le cas dans les accords de gouvernement précédents. Perçue dans l'opinion publique comme un statu quo peu satisfaisant, la « grande coalition » risque de nourrir la défiance vis-à-vis des partis et d'alimenter l'idée qu'il est impossible d'influer sur le cours des choses par la politique : quelle différence entre les uns et les autres puisqu'ils gouvernent ensemble ? Cet état de fait laisse le champ libre aux populistes de l'AfD.

Quelle réponse possible de la société face à la remise en cause de l'Etat social ?

On peut mesurer aujourd'hui les effets dévastateurs de la politique libérale inaugurée à la fin des années 1990 par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder et menée tambour battant depuis lors : la prospère Allemagne est aussi le pays des petits salaires, des emplois précaires, des mini-jobs à un euro de l'heure, un pays qui n'a introduit le salaire minimum qu'en 2015, et encore, avec des exceptions, un pays aux maigres retraites, notamment dans les Länder de l'est où elles sont notoirement insuffisantes, un pays où la pauvreté touche un enfant sur cinq. Tout ce qui constituait l'Etat social, le Sozialstaat, tant vanté auparavant, a été mis en cause au nom de la nécessité de s'adapter à l'économie mondialisée : les acquis sociaux, les protections contre le chômage et contre la maladie, les retraites, les conditions de travail négociées avec les syndicats, la fameuse « cogestion ». Bref, beaucoup vivent mal en Allemagne et les inégalités et les injustices sociales se sont accrues, et ce malgré les discours des hommes et des femmes politiques célébrant la bonne santé de l'économie allemande. Un tel décalage avec ce que vivent les gens est exploité avec succès par l'AfD qui, loin de s'attaquer à la domination de la finance et des dogmes libéraux, désigne de faux responsables : les pays du sud de l'Europe, les migrants. La chan-

celière est accusée de faire payer les Allemands pour compenser les faiblesses économiques des autres pays de l'UE, d'ouvrir toutes grandes les frontières de l'Allemagne alors que d'autres ferment les leurs et de ne rien faire contre l'islamisation de la société.

Il est à craindre qu'à court terme le phénomène de glissement à droite de la société allemande ne s'accroisse. Ce ne sont pas les timides promesses que le SPD prétend avoir arrachées à la CDU sur le travail précaire ou sur le système de santé qui peuvent changer la donne. La chancelière paraît fragilisée et contestée dans son propre parti, le président du SPD, Martin Schulz, a été obligé de laisser la place et de renoncer à participer au gouvernement, le SPD lui-même s'interroge sur son devenir. Pour l'instant, aucune recomposition du paysage politique ne se dessine à gauche pour ouvrir de nouvelles perspectives, toutes les tentatives de rapprochement entre SPD critiques, Linke et Verts étant jusqu'ici restées sans lendemain.

Reste à observer dans les prochains

mois ce que sera la réponse de la société qui se retrouve de moins en moins dans l'offre politique. Les syndicats allemands viennent de montrer qu'ils ont conservé une partie de leurs forces et sont à même d'obtenir des résultats. L'accord obtenu en février 2018 par IG Metall face aux patrons de la métallurgie sur les salaires et le temps de travail va servir de point d'appui aux syndicats des autres branches. L'Allemagne est aussi le pays des initiatives citoyennes locales, agissant sur les questions d'environnement, de développement durable, de droits humains et de paix. Le tissu associatif, parfois relayé par les Eglises notamment protestantes, est très décentralisé et garde un pouvoir de mobilisation qui peut compter à l'avenir et d'où peuvent à terme émerger des voies nouvelles. Mais la phase actuelle est surtout grosse de dangers qui ne pourront être surmontés que par la vigilance et la mobilisation des citoyens, qu'il s'agisse des revendications sociales ou des problèmes de société, de citoyen-neté, de racisme et de xénophobie.

PARTIS	%	SIÈGES
CDU/CSU	33 (- 8,6)	246 (- 65)
SPD	20,5 (- 5,2)	153 (- 40)
AFD (Alternative für Deutschland)	12,6 (+ 7,9)	94 (+ 94)
FDP	10,4 (+ 6)	80 (+ 80)
DIE LINKE	9,2 (+ 0,6)	69 (+ 5)
GRÜNE (Verts)	8,9 (+ 0,5)	67 (+ 4)
AUTRES	5,1 (- 1,2)	—
TOTAL		709 (+ 78) Augmentation due au système des mandats complémentaires

TAUX DE PARTICIPATION EN HAUSSE : 76,2 % (+ 4,7%)

709 SIÈGES, MAJORITÉ ABSOLUE : 355

Alain Rouy,

membre de la commission des relations internationales

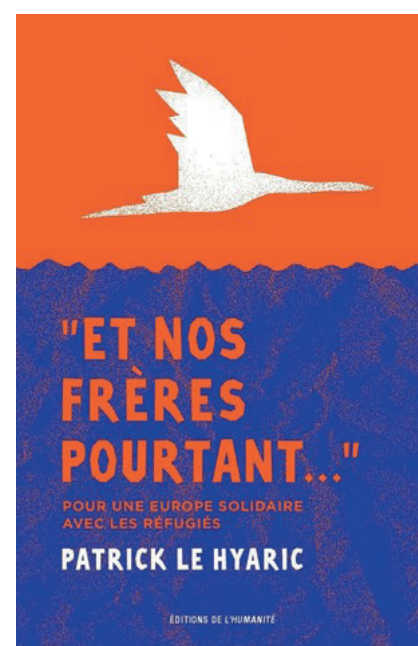
«ET NOS FRÈRES POURTANT...»

de Patrick Le Hyaric, éditions de l'Humanité

« Étrangers et nos frères pourtant... » : ces vers de l'*Affiche rouge* écrits par Louis Aragon et chantés par Léo Ferré, résonnent comme un appel du cœur et de la raison. Tirant le fil de ces mots, ces pages pétries d'humanisme se veulent une main tendue pour conjurer le sort réservé aux exilés, migrants et réfugiés, à nos frontières et sur les rives du monde. Nous vivons une seule et même planète, ronde, où les femmes et les hommes sont appelés à se rencontrer. Elle ne peut bien tourner qu'en faisant vivre la justice, la paix, la solidarité. « D'ailleurs nous sommes d'ici » dit-on ensemble. Complété par plusieurs documents utiles à la lutte pour la dignité des exilés, ce petit ouvrage est un appel à faire vivre ce que le mot et le nom d'Humanité ont de plus lumineux. Il veut aider à ouvrir de nouveaux chemins d'Humanité.

Pour se procurer le livre, aller sur le lien suivant :

humanite.aboshop.fr/#/common/product-article/3389



Italie : montée des populismes et crise de la gauche

Les élections parlementaires italiennes du 4 mars dernier ont été marquées par la percée historique des forces populistes Mouvement cinq étoiles et droite extrême et par l'affaiblissement des forces progressistes. Retour sur les élections.

Ces élections parlementaires étaient marquées par l'application d'un nouveau mode de scrutin à la fois uninominal pour un tiers des 630 sièges à la Chambre des députés et des 315 sièges au Sénat – où ne votent que les plus de 25 ans – et deux tiers des sièges attribués à des listes de partis à la proportionnelle.

Le seuil minimal pour entrer au Parlement est de 3 % des suffrages exprimés pour les partis et de 10 % pour les coalitions. Ces dernières doivent réunir au moins 40 % au sein des deux chambres pour pouvoir obtenir une majorité absolue (voir tableau).

Progression des forces populistes du M5S et de la Ligue

La percée du Mouvement 5 Etoiles (M5S) est très nette. Il progresse de sept points par rapport à 2013 où il était déjà le premier parti, mais avec, cette fois-ci, une position dominante (43,4 %) dans le sud de l'Italie et les îles (Sicile et Sardaigne), le double par rapport au Nord plus peuplé. La crise économique et ses conséquences expliquent en grande partie ce succès. Le M5S a réalisé ses meilleurs résultats dans les zones les plus pauvres et les plus désertées, là où le chômage et l'exclusion

sociale ont explosé et où l'intervention de l'Etat et de l'Europe (fonds structurels) n'a pas réduit les inégalités par rapport au reste du pays, d'où le profond rejet des partis de l'establishment, Parti démocrate et droite berlusconienne, héritière de la Démocratie chrétienne. Le M5S parti au profil « antisystème », « post-idéologique voire « interclassiste » – a réussi à récupérer la frustration sociale, la colère des exclus, notamment dans les zones périphériques. Sa mesure phare : le revenu de citoyenneté à 780 euros correspond à cette situation. D'autres mesures concernant la lutte contre la corruption, un service public de l'eau, la protection de l'environnement, la gratuité des transports, l'accès libre et gratuit à internet sont avancées selon les circonstances et la population à qui on s'adresse. Par contre, certaines propositions relatives à la fiscalité et surtout la position prise par le Mouvement sur les migrants (le rapatriement des migrants économiques), peuvent le rapprocher de la droite même sous sa version la plus extrême et sont incompatibles avec les propositions de la gauche progressiste.

La coalition de droite (Forza Italia de Berlusconi, Lega, postfascistes de Fratelli d'Italia et centristes de Nous avec l'Italie) obtient certes le plus de suffrages (37 %), mais elle ne peut constituer une majorité en sièges dans aucune des deux chambres. Le séisme à droite provient de la percée importante de la Ligue (ex-Ligue du Nord) qui devient avec plus de 17 % (4 % en 2013) le premier parti à droite supplantant la droite de Berlusconi, dominante depuis 1994 (14 % contre 22 %). Ce n'est plus la Ligue fondée en 1991 : régionaliste, voire autonomiste, implantée dans le nord du pays. Progressivement, elle s'est structurée comme une force anti-UE et d'extrême droite, profondément raciste et xénophobe, tout en gardant un profil néolibéral sur le plan économique. Elle s'est nationalisée, progressant à partir du nord où elle devance Forza Italia, dans les régions du centre de l'ex-zone rouge (en particulier en Emilie-Romagne) où elle obtient 18,7 %, et dans une moindre mesure au sud, où elle

s'est appuyée sur la droite la plus extrême, Fratelli d'Italia, qui progresse également.

Le Parti démocrate au plus bas

Pour le Parti démocrate qui gouverne le pays, avec Matteo Renzi et Paolo Gentiloni, depuis 2013, la défaite est très lourde. La coalition de centre gauche qu'il conduisait obtient près de 23 % des voix contre près de 29 % en 2013, mais le PD lui-même avec 19 % et 155 sièges (25,4 % et 468 sièges en 2013) est à son plus bas niveau historique. Il recule dans ses bastions du centre du pays, mais surtout au sud où il est supplanté par le M5S. Renzi avait déjà été sanctionné en décembre 2016, lors du référendum sur une réforme constitutionnelle perçue comme antidémocratique. La campagne pour le Non avait également permis une forte mobilisation de la gauche politique et sociale contre les mesures les plus emblématiques du gouvernement, comme celle sur la précarisation du travail (Jobs Act). Matteo Renzi a été contraint à la démission. Sur d'autres questions : politique européenne, gestion de la politique migratoire, le PD a déstabilisé une partie de son électorat qui s'est porté surtout vers le M5S. Ainsi cette gauche postcommuniste qui en particulier, avec Walter Veltroni, a été jusqu'à renier le terme même de gauche s'alarme aujourd'hui de ce qu'elle considère « comme le plus important échec de la gauche italienne depuis la Seconde Guerre mondiale »¹.

La gauche progressiste en échec

Ce qui restait de la « gauche » du Parti démocrate, notamment celle issue de l'ex-PCI, a quitté le PD en ordre dispersé et a créé le MDP (Movimento democratico e progressista) de Massimo d'Alema et Pier Luigi Bersani ainsi que Possibile de Giuseppe Civiati. Ils ont constitué ensemble la Coalition Liberi e Uguali (Libres et égaux) avec Sinistra italiana (ex-Sinistra Ecologica e Liberta, scission elle-même de Ri-

fondazione comunista). Cette coalition, conduite par Pietro Grasso, président du Sénat ex-procureur antimafia, est elle-même en échec. Avec un peu plus de 3 % des voix, elle atteint de peu le seuil qui lui permet néanmoins d'obtenir dix-huit sièges de députés et de sénateurs (dont quatre pour Sinistra italiana, neuf MDP, un pour Possibile et quatre indépendants, dont Pietro Grasso et Laura Boldrini, présidente de la Chambre des députés). En 2013, Sinistra Ecologica e Liberta, à elle seule avec le même résultat, avait obtenu 37 sièges.

La « gauche radicale » rassemblée dans Potere al Popolo (le Pouvoir au peuple) subit également un important échec et le bilan est amer. Avec 1,1 % sur l'ensemble du territoire, cette liste bâtie à partir du centre social napolitain Je so' pazzo comprenait le Parti de la refondation communiste, le Parti communiste italien, et une partie de l'extrême gauche. Elle ne sera pas représentée au Parlement (rappelons que, depuis 2008, la gauche communiste est exclue du Parlement, n'ayant pu atteindre le seuil d'éligibilité fixé par les différents modes de scrutin : 3,2 % avec la Gauche-l'Arc-en-ciel en 2008, et 2,2 % en 2013 avec Rivoluzione Civile Pietro In-

groia + PRC, PDCI et Verts.

Pourtant, les forces progressistes affaiblies, voire marginalisées, doivent trouver les ressources pour se remobiliser et contester les politiques de régression sociale et démocratique, en lien avec les forces de transformation sociale et écologistes en Europe. Face aux gouvernants actuels de l'UE qui entendent garder le cap des politiques d'ajustement néolibéral, autoritaire et militariste – ce dont témoigne leur politique envers les migrants –, elles peuvent trouver les convergences dans un projet alternatif – de coopérations sans domination et de paix – à celui d'une Union européenne qui a inscrit ses politiques dans le marbre des traités.

Une longue période d'instabilité politique

Au vu des résultats, aucune majorité claire ne peut être constituée, ni par la droite coalisée mais divisée, conduite désormais par la Lega de Matteo Salvini, ni par le Mouvement 5 étoiles, de Luigi di Maio, qui, sans former des alliances, notamment avec le Parti démocrate, ne

peut prétendre prendre les rênes du gouvernement. Mais le Parti démocrate, a décidé de ne pas ouvrir – pour le moment du moins – le dialogue avec le M5S et d'être dans l'opposition, puisque la voie d'une « large entente » avec une partie de la droite est pour le moment bouchée du fait de la dominance en son sein de l'extrême droite. L'accord entre la Droite et le M5S pour se répartir les présidences des deux chambres ne préjuge en rien de la possibilité pour elles de pouvoir gouverner ensemble.

À partir du 4 avril, le président de la République, Sergio Mattarella, engagera le processus pouvant conduire à la formation d'un nouveau gouvernement. Une longue période d'instabilité politique s'annonce donc. Pour le moment, l'Union européenne, tout comme le patronat italien, après avoir sonné l'alarme sur les risques de l'avancée des populistes, restent prudents, d'autant plus que tant la Ligue que le M5S ont mis en sourdine leurs velléités « antieuropéennes ». Mais l'objectif de l'UE reste de faire pression pour une gouvernabilité du pays qui préserve les réformes néolibérales engagées par la droite et le PD de Renzi – entre autres les normes de contrôle du déficit, le Jobs Act et la loi sur les retraites – qui, selon le président du patronat, Vincenzo Boccia, doivent être au contraire « accélérées ». S'ils n'arrivent pas à peser en ce sens, s'ouvrirait alors une période transitoire conduisant à de nouvelles élections dans des conditions (modification du mode de scrutin) qui ne sauraient être, pour le moment, défavorables aux forces populistes.

NOTE :

1. « Quel est l'avenir pour le réformisme italien dont le chemin avait porté le PCI de la fin des années 1980 à devenir la jambe italienne du socialisme européen puis à créer le PD, avec le catholicisme populaire et la gauche libérale, pour doter notre pays d'une grande force réformatrice à vocation majoritaire ? » (Emanuele Felice, *La Repubblica* 18/03/18. Sur ce point voir également José Cordon « Une transition difficile » article paru dans la revue *Nouvelles Fondations*, 2007/3 (n° 7-8), édition Fondation Gabriel Péri, disponible sur : cairn.info

José Cordon,

membre de la commission des relations internationales – Europe

PARTIS	CHAMBRE DES DÉPUTÉS		SÉNAT	
	%	SIÈGES	%	SIÈGES
MOUVEMENT 5 ÉTOILES	32,68	221	32,21	112
COALITION DE DROITE	37,08	267	37,54	135
LIGUE (Lega) (extrême droite xénophobe)	17,37	73	17,63	37
FORZA ITALIA	14,01	59	14,43	33
FRÈRES D'ITALIE (FI) (post-fascistes)	4,35	19	4,26	7
NOUS AVEC L'ITALIE	1,3	6	1,20	4
COALITION DE CENTRE GAUCHE	22,81	117	22,97	59
PARTI DÉMOCRATE (PD)	18,71	112	19,12	43
+ EUROPA	2,55	9	2,36	6
ENSEMBLE	0,6	0	0,54	0
CIVITA POPOLARE	0,52	-	0,52	-
PARTI POPULAIRE SUD TYROL (SVP)	0,41	-	0,42	-
GAUCHE				
LIBRES ET ÉGAUX (LEU)	3,29	14	3,27	4
POUVOIR AU PEUPLE (Centres sociaux + PRC et PCI)	1,1	0	1,05	0

LA PARTICIPATION A ÉTÉ DE 72,91% (-2,24% PAR RAPPORT À 2013)

La Pologne : laboratoire de la droite réactionnaire européenne

La Pologne se présente au sein de l'Union européenne comme « le plus petit des grands pays ».

Avec ses 38 millions d'habitants, elle figure dans le groupe des six pays les plus peuplés. Il y a un décrochage certain avec le septième pays, la Roumanie, qui compte 19 millions d'habitants. Il s'agit de la septième puissance économique de l'UE, Royaume-Uni exclu, et la première puissance économique des pays d'Europe centrale et orientale. Cette force, par rapport à ses voisins, l'amène à se considérer comme le « porte-voix » de l'Europe de l'Est au sein des instances de l'UE. Elle dispose d'un contingent de cinquante députés européens, autant que l'Espagne. L'évolution politique en Pologne a donc de lourdes conséquences sur le paysage européen. Depuis le retour au pouvoir du parti Droit et justice (PiS) en 2015, la Pologne est devenue le laboratoire d'une droite européenne affichant sans complexe ses orientations contre-révolutionnaires. Elle marque une évolution d'une partie des droites européennes, et au-delà. Luc Chatel dénonçait en novembre 2017 « une dérive de la droite à la polonaise » en France. Donald Trump en personne est venu saluer le gouvernement polonais en juillet 2017, en évoquant dans un discours clérical et ethniciste « les défis présents de l'Occident, à savoir la défense de notre civilisation contre le terrorisme, la bureaucratie et l'érosion des traditions ».

Les législatives de 2015 : marginalisation de la gauche et alternative entre droite libérale et droite réactionnaire

Les résultats des élections législatives d'octobre 2015 marquent une rupture dans l'histoire de la « III^e République » polonaise établie en 1990. Ils ont été marqués par une abstention record de



Manifestation en Pologne pour le droit à l'IVG qui est menacé d'interdiction par le gouvernement polonais actuel.

plus de 49 %, ce qui montre combien le parlement élu alors ne représente que très imparfaitement la réalité des rapports de force sociaux et politiques. Pour autant, ces élections ont donné, pour la première fois depuis 1990, une majorité absolue à un parti, le PiS, dirigé par Jarosław Kaczyński, issu de la frange droite de Solidarność et porté par l'Eglise catholique de Pologne, la plus réactionnaire d'Europe. PiS est membre de l'« Alliance des conservateurs et réformistes européens », aux côtés du Parti conservateur anglais, des Vrais Finlandais et de l'AKP d'Erdoğan. La gauche disparaît du parlement. La coalition « Gauche unie » n'obtient aucun député, malgré un périmètre politique large, allant des libéraux de l'Alliance de la gauche démocratique (très lointainement héritière du POU¹ et ralliée au libéralisme) à l'extrême gauche et aux Verts. Le rôle d'opposant revient donc à la Plateforme civique (PO), ultralibérale et conservatrice, à laquelle appartient Donald Tusk, président du Conseil européen. PO est aujourd'hui paralysée et concurrencée sur le terrain ultralibéral par le parti « Moderne », plus actif. Le paysage où la gauche a disparu et où l'alternative à la droite réactionnaire est la droite ultralibérale rappelle celui de l'élection présidentielle récente en République tchèque, voire celui du deuxième tour de la présidentielle française.

La thérapie de choc contre-révolutionnaire

PiS s'est immédiatement lancée dans une thérapie de choc réactionnaire visant à recomposer l'appareil d'Etat à son profit. On peut lister : mise sous tutelle du tribunal constitutionnel et de l'ensemble de l'appareil judiciaire, réforme du parquet afin de cibler les opposants politiques, transformation des médias publics en outils de propagande, fin du statut de la fonction publique qui place les agents sous la tutelle politique du PiS, mise sous contrôle des ONG bénéficiant d'un financement public, extension des pouvoirs discrétionnaires des services de renseignement. L'ensemble de ces mesures s'accompagne d'une offensive idéologique majeure de la part du PiS, y compris dans le choix des mots. Le « bon changement » est opposé à l'« antipolonisme » (toute critique contre le gouvernement), les « grands héros du XXI^e siècle » (ceux qui ont par exemple participé au pèlerinage « patriotique national » de Jasna Gora en 2016 ou à la manifestation d'extrême droite « pour l'indépendance » à Varsovie du 11 novembre 2017) sont opposés aux « agents allemands » (la presse d'opposition, Donald Tusk...). L'UE a décidé enfin de réagir en enclenchant contre la Pologne une procédure exceptionnelle

qui peut aller jusqu'à supprimer le droit de vote du pays au Conseil européen.

La recomposition réactionnaire de la société

Cette thérapie de choc s'accompagne d'une série de mesures visant à recomposer la société polonaise sur des bases cléricales et inégalitaires, portées en particulier contre les droits des femmes. Les projets d'interdiction totale de l'IVG en sont un élément important. Poussé par l'Eglise catholique, PiS propose en 2016 de supprimer les exceptions à l'interdiction de l'avortement décidée en 1996 (dans le cas d'un viol, de maladies graves du fœtus, de mise en danger de la vie de la mère). Le 3 octobre 2016, face à la mobilisation massive des femmes et à une grève générale, le gouvernement retire son projet. Ce n'est que partie remise. Un nouveau projet de loi interdisant l'avortement en cas de malformation du fœtus vient d'être approuvé en commission parlementaire, avec la complicité d'une partie des ultralibéraux. Il est crucial de populariser et de soutenir les mobilisations en cours pour le retrait de ce nouveau projet. Quoi qu'il en soit, l'influence du clergé demeure très forte. En 2016, le pape François a nommé au siège archiépiscopal de Cracovie Marek Jędraszewski, le propagandiste de la très réactionnaire, raciste et antisémite Radio Maryja. D'autres mesures « sociales » s'inscrivent dans le même objectif, telles que le programme 500+, augmentant substantiellement les allocations familiales et faisant en sorte qu'il est désormais financièrement plus intéressant d'avoir beaucoup d'enfants plutôt qu'une femme qui travaille. Cependant, le gouvernement polonais ne soutient absolument pas ses compatriotes concernés par la directive des travailleurs détachés. Sa révision est considérée comme un « diktat de Bruxelles ».

Le nationalisme belliciste et raciste

Le tout s'accompagne d'un renforcement des liens avec l'OTAN, soit directement, soit dans le cadre de la défense européenne, tournés contre la Russie. Le sommet de l'OTAN à Varsovie en août 2016 est un incontestable succès pour le gouvernement polonais, qui voit arriver sur son sol un des quatre nouveaux bataillons de l'OTAN, ainsi qu'un nouveau QG et des exercices militaires réguliers. Le ministre des Affaires étrangères, Witold Waszczykowski², fait campagne pour l'annulation du protocole OTAN-Russie de 1997. Par ailleurs, Varsovie cherche à développer ses relations d'influence dans le cadre du groupe de Visegrád³, notamment contre tout accord de répartition de migrants dans l'UE, et plus largement à constituer un groupe de pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est sur des bases ultra conservatrices, bellicistes et racistes. La haine des musulmans et des juifs est une des bases du régime. Le ministre de la Justice déclarait en 2016 : « Si nous n'avions pas remporté les élections, on aurait vu se créer des quartiers islamiques en Pologne. »

Tout n'est pas encore joué

Le retrait de la loi interdisant l'avortement en 2016 montre que les ressorts de résistance dans la société polonaise sont encore vivaces. Un mouvement citoyen contestant le PiS s'est constitué pour la défense de l'Etat de droit : le KOD (Comité de défense de la démocratie), organisant des manifestations régulières. Il a une base libérale, au sens politique et sociétal du terme, et touche surtout une population urbaine et éduquée. L'idée de désobéissance civile fait son chemin. Tout au long de 2016 et 2017, ces manifestations se sont élargies à la jeunesse. Il existe également une mouvance informelle sur l'idée de défense des droits des femmes. Ce sont

les femmes qui ont réagi spontanément contre la loi sur l'IVG.

Le parti Razem (Ensemble) est très actif dans les mobilisations. Ayant obtenu, à la surprise générale, le score de 3,6 % aux législatives de 2015, Razem se construit dans les manifestations en défense des droits des femmes et de la démocratie et développe les luttes de quartier. Il se réclame à la fois du socialisme démocratique scandinave, des Indignés et du mouvement socialiste polonais du début du XX^e siècle. Il privilégie pour l'instant une implantation locale et cherche sa voie dans la gauche européenne. Il s'affiche aux côtés de DiEM 25 (Mouvement pour la démocratie en Europe 2025).

La Pologne offre donc un concentré de ce que peut devenir une certaine droite en Europe, abattant le clivage entre la droite et l'extrême droite, faisant son lit dans le cléralisme, l'idéologie anti-Lumières, la promotion d'une société inégalitaire et bâtie sur des bases ethniciques. Mais les peuples n'ont pas encore abdiqué. Le mouvement de désobéissance citoyenne en Pologne et les tentatives pour reconstruire une gauche digne de ce nom montrent que, s'il est minuit moins cinq dans le siècle, il n'est pas encore minuit.

1 - POUP : Parti ouvrier unifié polonais, qui exerça le pouvoir de 1948 à 1989.

2 - En fonction jusqu'au remaniement gouvernemental de janvier 2018.

3 - Alliance regroupant la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie.

Vincent Boulet,

membre de la commission des relations internationales et représentant du PCF au Bureau exécutif du PGE

Congrès extraordinaire du PCF - Paix



En novembre 2018 aura lieu le congrès extraordinaire du Parti communiste français. Pour sa mise en œuvre un nouveau processus de travail a été élaboré, rythmé par différentes étapes dans le débat collectif qui doit mener à la rédaction de la base commune dont la validation par le Conseil national est prévue au début du mois de juin.

D'ici là, le temps est à l'approfondissement de la réflexion collective autour de chantiers de travail. L'un d'entre eux porte sur la lutte pour la paix alors que tant de menaces pèsent autour de nous.

Retrouvez l'introduction au chantier ci-dessous et les premières contributions sur : congres2018.pcf.fr/paix

Texte d'introduction au chantier :

Partout sur la planète, les peuples sont confrontés aux enjeux de « changement climatique », socio-économiques et démocratiques.

Face au capitalisme ravageur, l'affaiblissement des idéaux progressistes ou de la visée communiste a créé un vide, nourrit un sentiment généralisé de peurs, d'impuissance et de « chaos mondial ». Chaque jour, le langage de la guerre avec sa traduction en actes, prend le pas sur les politiques de coopération et de paix.

Le libre-échange et la concurrence généralisée alimentent une guerre économique au service de grands groupes transnationaux qui n'hésitent pas à recourir au pillage des ressources et à l'exploitation éhontée des hommes. Ce dogme libéral, hégémonique, participe à déstructurer les sociétés humaines. La guerre économique constitue le sous-bassement de conflits et de déstabilisations de régions entières, en Afrique et au Moyen-Orient. Loin d'être résolu, ces conflits servent à justifier des interventions et des présences militaires qui perpétuent des dominations politiques et économiques.

Les dirigeants des « grandes puissances » dites occidentales, derrière la pseudo thèse du « choc de civilisations » sont dans l'incapacité de faire émerger des perspectives nationales, européennes, voire internationales dans une visée globale d'avenir.

A contrario, ils ouvrent la voie à cette idée d'un « chaos du monde » incontournable, autoalimentée par leurs politiques d'austérité sur les économies nationales, des alliances douteuses, des ventes d'armes, une prédominance de la voie militaire sur le politique.

Leur stratégie s'inscrit dans la fuite en avant, à subir les événements et faire le choix d'une rhétorique tacticienne de la peur et de la méfiance.

De ce constat et contradictions que la situation nourrit, il n'en demeure pas moins que des résistances et aspirations fortes coexistent dans la société française comme ailleurs, avec des craintes

sourdes et profondes.

Les forces qui résistent à ces logiques et ces politiques ne sont-elles pas nombreuses, actives, diverses et animées d'un élan commun ? N'appellent-elles pas de notre part à des prises d'initiatives, au développement de batailles politiques et idéologiques pour rendre majoritaire l'exigence d'un monde de solidarités, de progrès partagé, d'égalité et de justice ouvrant la voie à un monde de paix globale et inclusive ?

Si le sentiment d'insécurité, de peur, de violence et les attaques-meurtrières et suicidaires sont bien réelles et les menaces persistantes dans notre pays, comme elles le sont également et bien installées au Proche et Moyen-Orient comme dans de nombreux pays africains ; n'en demeure-t-il pas moins que notre société fait preuve, malgré cela, d'une aspiration forte elle aussi tout à fait réelle : vivre dans un pays et un monde en PAIX ?

Notre engagement pour l'émancipation humaine ne peut-il offrir un avenir à tous les peuples du monde, dans le respect de nos souverainetés et de nos choix de société ? N'invite-t-il pas à bâtir les fondements d'une sécurité humaine garante d'une sécurité et d'une stabilité globales indispensables au progrès humain partagé ?

Les forces que nous représentons chacune à notre manière, n'ont-elles pas besoin de plus de liens, plus d'espaces de débat, plus de convergences et de mobilisations dans des luttes communes ? Quel rôle peut y jouer le PCF ?

Ce vaste chantier sur la paix est le vôtre. Cet espace d'échange se veut donner notre ambition d'une paix comme socle essentiel pour la construction d'un monde d'émancipation humaine. Il se veut également permettre aux communistes un partage d'expériences pointant ce qu'ils sont en capacité de faire; de montrer en quoi les différentes batailles de solidarité, qu'elles et ils engagent sont utiles pour la paix, pour un monde dénucléarisé.

Alors à vos plumes !

ACTIVITÉS DU SECTEUR INTERNATIONAL

AFRIQUE

9-15 juillet 2017. Cécile Dumas, secrétaire fédérale des Alpes-Maritimes, membre du Comité exécutif national, et Pierre Barbancey, grand reporter à l'Humanité, représentaient le PCF au Congrès du Parti communiste d'Afrique du Sud à Johannesburg.

13 décembre 2018. Conférence pour un Togo libre organisé à l'espace Oscar Niemeyer par le collectif Afrique du secteur international.

AMÉRIQUE LATINE

12-16 juillet 2017. Laurent Péréa, responsable adjoint aux relations internationales du PCF, a représenté le Parti au Congrès du Parti communiste colombien à Bogota.

15-21 juillet 2017. Cyril Benoit, membre de la commission des relations internationales, a représenté le PCF au Forum de Sao Paulo à Managua (Nicaragua).

27 juillet 2017. Soirée « Vive le Che ! » organisée à l'espace Oscar Niemeyer en présence de Dr Aleida Guevara March, fille aînée d'Ernesto, et Jean Ortiz, ancien correspondant de l'Humanité à La Havane ainsi que de Camille Lainé, secrétaire générale du MJCF, et de Laurent Péréa.

26 août - 2 septembre 2017. Une délégation composée de Laurent Péréa et Cyril Benoit a représenté le PCF au Congrès des FARC à Bogota (Colombie).

19 septembre 2017. Délégation du Parti communiste de Cuba reçue par le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent.

9 octobre 2017. À l'occasion du 50^e anniversaire de l'assassinat du Che, hommage poétique, musical et politique à Che Guevara avec Elio Rodriguez Perdomo, ambassadeur de Cuba en France, Pierre Laurent et Jean Ortiz.

3-9 décembre 2017. Une délégation du PCF composée de Pierre Laurent, Patrick Le Hyaric et Laurent Péréa s'est rendue à La Havane dans le cadre du séminaire bilatéral.

ASIE

30 novembre - 3 décembre 2017. Lydia Samarbakhsh, responsable des relations internationales du PCF, et Méline Le Gourrière se sont rendues à Beijing pour le Dialogue de haut niveau des partis politiques organisé par le Parti communiste de Chine.

EUROPE

3 - 5 juillet 2017. Procès co-présidente HDP Turquie, en présence de Isabelle de Almeida, présidente du Conseil national du PCF, Méline Le Gourrière, membre de la commission des relations internationales du PCF.

1^{er} - 2 septembre 2017. Présence du PCF avec la participation de Anne Sabourin et André Chassaing à la fête de l'Avante (Portugal).

6 septembre 2017. Fête du Parti du Travail de Belgique à Ostende en présence de Vincent Boulet.

29 septembre - 1^{er} octobre 2017. À la fête du Parti communiste d'Espagne le PCF était représenté par Laurent Péréa.

6-7 décembre 2017. Jean-Paul Lecoq, député PCF, assiste au procès du co-président du HDP Selahattin Demirtaş (Turquie).

10-11 décembre 2017. Forum européen des forces progressistes organisé à Marseille

10-11 février 2018. Une délégation du PCF conduite par son secrétaire national Pierre Laurent participe au congrès du HDP (Turquie).

1^{er}-2 mars. Convention nationale sur l'accueil et les migrations à Grande-Synthe avec la participation de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, Elsa Faucillon, députée communiste, Marie-Christine Vergiat, députée européenne Fdg, Cécile Dumas, secrétaire fédérale des Alpes-maritimes et membre du CEN, et Patrick Margaté, responsable du collectif politiques migratoires.

15-16 mars 2018. Tribunal permanent des peuples sur les violations alléguées du droit international et du droit international humanitaire par la République de Turquie et ses agents dans leurs rapports avec le peuple kurde et ses organisations. Le PCF était représenté par la présence de Laurent Péréa, Pascal Torre et Sylvie Jan.

23-25 mars 2018. Réunion du Comité exécutif du PGE à Vienne, en présence de Vincent Boulet, membre de la commission des relations internationales et représentant du PCF au bureau exécutif du PGE.

24 mars. Journée de travail autour du Manifeste «pour une France hospitalière et fraternelle» avec des élus et parlementaires, des militants associatifs, syndicaux et communistes de la solidarité avec les migrants.

PROCHE ET MOYEN ORIENT

26 octobre - 2 novembre 2017. Une délégation du PCF conduite par Mathilde Caroly et composée de Nathalie L'hôpital, Méline Le Gourrière, Collette Gergen, Julien Attal, Camille Lainé et Taoufik Tahani s'est rendue en Israël et en Palestine.

29 novembre 2017. À l'occasion de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, une soirée a été organisée à l'espace Oscar Niemeyer en présence de Elsa Lefort-Hamouri, Patrick Le Hyaric, Pierre Laurent, et Camille Lainé, et animée par Raphaëlle Primet et Mathilde Caroly du collectif Palestine du PCF.

15 février 2018. Manifestation en soutien aux femmes iraniennes organisée à Paris. Le PCF était représenté par Patrick Margaté.

16 février 2018. Mathilde Caroly, Nathalie L'hôpital, Cyril Benoit et Méline Le Gourrière représentaient le collectif Palestine du PCF à la nuit pour la liberté de Salah Hamouri organisé à Ivry-sur-Seine par le comité de soutien.

18-20 février 2018. Rencontre à Paris entre une délégation du Parti communiste libanais conduite par son secrétaire général, Hanna Gharib et une délégation du PCF conduite par son secrétaire national Pierre Laurent.

9 mars 2018. Nathalie L'Hôpital, Cyril Benoit et Méline Le Gourrière ont rencontré Jamal Abou et Nasser Sharayya, deux Palestiniens venus témoigner de la situation en Palestine et de la détention administrative.

ET PUIS...

12 octobre 2017. Inauguration de l'exposition Centenaire 1917 au Conseil national.

31 octobre - 8 novembre 2017. Groupe de travail pour préparer la rencontre internationale des Partis communistes et ouvriers à Saint-Petersbourg, en présence de Vincent Boulet.

4 janvier 2018. Tribunal permanent des peuples sur la politique de l'Union Européenne et des États membres en matière de migrants et des frontières, notamment en France. Mari-Christine Vergiat, députée européenne Fdg, y est intervenue. Patrick Margaté était présent pour le collectif « politiques migratoires » dont il est chargé.

10-11 mars 2018. Le PCF était présent au salon anticolonial. Des camarades — Marianne Parmigiani, Jean-Paul Vanhoove, Régine Dibo, Méline Le Gourrière, Marie-Hélène Chambrin, Cyril Benoit, Elisabeth Wichegrod — ont tenu une table du Parti et distribué le matériel du PCF mis à disposition à cette occasion.

13-17 mars 2018. Une délégation du PCF composée de Marie-Pierre Vieu, députée européenne, Anne Sabourin, responsable Europe à la commission des relations internationales, membre du Comité exécutif et représentante du PCF au bureau exécutif du PGE, Raphaëlle Primet, conseillère de Paris et membre du conseil national.

COMMUNIQUES DE PRESSE DU SECTEUR INTERNATIONAL

AFRIQUE

15 septembre 2017. Prisonniers politiques en Côte d'Ivoire : le symptôme d'une crise qui s'aggrave
international.pcf.fr/103032

18 janvier 2018. Soudan : Muhammad Mukhtar Al-Khatib doit être libéré
international.pcf.fr/103894

3 mars 2018. Attentat/Ouagadougou : solidarité avec le peuple burkinabé (PCF)
international.pcf.fr/104915

AMERIQUE LATINE

5 décembre 2017. Honduras : que le gouvernement français sorte de sa torpeur !
international.pcf.fr/103323

22 janvier 2018. Stop au « pacte diabolique » de la droite brésilienne contre Lula da Silva
international.pcf.fr/103943

25 janvier 2018. Le PCF aux côtés de Lula et du peuple Brésilien
international.pcf.fr/104066

7 février 2018. Honduras : Juan Orlando Hernández doit quitter le pouvoir
international.pcf.fr/104411

14 mars 2018. Lettre de Pierre Laurent au Comité de solidarité Lula et Démocratie au Forum Social Mondial à Salvador de Bahia
international.pcf.fr/105138

AMERIQUE DU NORD

6 septembre 2017. Corée du Nord / Etats-Unis : la « stratégie de dissuasion » est en échec patent, l'heure est à l'interdiction globale des armes nucléaires
international.pcf.fr/101768

6 décembre 2017. Trump sur Jerusalem : une irresponsabilité criminelle
international.pcf.fr/103378

7 février 2018. La France doit s'opposer à la relance de la course aux armements nucléaires décidée par Trump
international.pcf.fr/104474

PROCHE ET MOYEN ORIENT

7 septembre 2017. Iran : libérez le syndicaliste Reza Shahabi
international.pcf.fr/101769

12 décembre 2017. Israël/Palestine : Macron doit prendre une initiative de médiation pour la solution à deux Etats
international.pcf.fr/103439

12 janvier 2018. Le PCF soutient l'AFPS et les organisations des droits humains, visées par l'extrême droite israélienne
international.pcf.fr/103843

20 janvier 2018. Afrin : toute intervention militaire turque ouvrirait un nouveau chapitre de la guerre en Syrie (PCF)
international.pcf.fr/103913

21 janvier 2018. Afrin : stoppons l'agression criminelle de la Turquie
international.pcf.fr/103926

31 janvier 2018. Ahded Tamimi : avoir 17 ans dans les geôles israéliennes
international.pcf.fr/104224

26 février 2018. Liberté pour S. Muslim !
international.pcf.fr/104815

11 mars 2018. Massacre d'Afrin : « Un massacre organisé, une guerre totale contre les kurdes. » (P. Laurent)
international.pcf.fr/105027

EUROPE

23 août 2017. Arrestation de Salah Hamouri : encore une fois, Israël se met hors la loi (PCF)
international.pcf.fr/101575

27 août 2017. Messieurs Macron et Le Drian, agissez ! Israël doit relâcher Salah Hamouri
international.pcf.fr/101615

28 août 2017. Sommet eurafricain de Paris sur les migrants : Macron poursuit l'illusoire et inhumaine construction d'une Europe forteresse
international.pcf.fr/101618

29 août 2017. Dans l'arbitraire le plus absolu, Israël menace de 6 mois de détention administrative notre compatriote Salah Hamouri (P. Laurent)
international.pcf.fr/101633

5 septembre 2017. Salah Hamouri : nous demandons à Bruno Le Maire en visite en Israël d'intervenir pour la libération de notre compatriote
international.pcf.fr/101743

2 octobre 2017. La France doit condamner les violences du gouvernement Rajoy
international.pcf.fr/102253

3 octobre 2017. Migrants : un projet de loi liberticide
international.pcf.fr/102270

24 octobre 2017. « Travailleurs détachés : un accord perlimpinpin » (Anne Sabourin)
pcf.fr/102646

29 octobre 2017. Catalogne : « Pas d'autre issue que les urnes, dans un cadre négocié et apaisé. » (P. Laurent)
pcf.fr/102684

17 novembre 2017. Migrants/coopération UE-Libye « La France a devoir de réparer l'outrage fait aux migrant-e-s et à la conscience humaine. »
international.pcf.fr/103008

17 novembre 2017. L'interdiction de l'entrée des parlementaires français en Israël est une nouvelle grave
pcf.fr/102974

4 décembre 2017. Turquie : stop aux discriminations contre la communauté LGBT
international.pcf.fr/103348

6 décembre 2017. Turquie : liberté pour Demirtas et Yüksekdag
international.pcf.fr/103406

18 décembre 2017. Journée internationale des migrants : pour des politiques d'accueil, d'hospitalité et de fraternité
international.pcf.fr/103552

23 décembre 2017. Catalogne : pour un dialogue renouvelé et une consultation populaire
international.pcf.fr/103719

2 janvier 2018. Erdogan à Paris : une provocation et un outrage (PCF)
international.pcf.fr/103718

10 janvier 2018. Migrants disparus en mer : les politiques de l'UE et des États membres sont responsables
international.pcf.fr/103762

17 janvier 2018. Macron joue la provocation à Calais
international.pcf.fr/103880

29 janvier 2018. Chypre : le PCF souhaite la victoire de Stavros Malas, aux côtés des communistes d'AKEL
international.pcf.fr/104181

2 février 2018. Calais : en finir avec la stratégie de la tension
international.pcf.fr/104303

21 février 2018. Palestine/Salah Hamouri : la France doit passer de la parole aux actes pour la libération de notre concitoyen
international.pcf.fr/104672

21 février 2018. « Asile-immigration » : une loi indigne de la France
international.pcf.fr/104744

26 février 2018. Courrier de P. Laurent, secrétaire national du PCF, à destination du président de la République, Emmanuel Macron, pour exiger la libération immédiate et sans condition de Salah Hamouri
international.pcf.fr/104845

27 février 2018. Palestine/Salah Hamouri : 4 mois de détention en plus, un camouflet pour la France !
international.pcf.fr/104857

16 mars 2018. TIPP/TAFTA et CETA : le pouvoir des tribunaux d'arbitrage ébranlé
international.pcf.fr/105223

17 mars 2018. Affaire Skrypal : la France doit faire entendre sa voix originale
international.pcf.fr/105156

18 mars 2018. Mobilisation générale le 24 mars pour stopper Erdogan
international.pcf.fr/105179

SECTEUR INTERNATIONAL - EUROPE

coordination : Lydia Samarbakhsh*//lsamarbakhsh@pcf.fr

adjoint : Laurent Péréa**//lperea@pcf.fr

Europe

Coordination, projet européen, PGE : Anne Sabourin*, Responsable Europe du PCF, membre du Secrétariat politique du PGE//asabourin@pcf.fr

Relations partis et forces progressistes : Vincent Boulet, représentant du PCF au Bureau exécutif du PGE

Politiques européennes : Alexis Coskun//acoskun@pcf.fr

Relations institutionnelles, Parlement européen : Charlotte Balavoine

Groupes de travail pays et batailles thématiques : Fabienne Lefebvre**, Christine Mendelsohn, José Cordon, Alain Rouy

Afrique

Dominique Josse//djosse@international.pcf.fr et Daniel Feurtet

Amérique latine

Laurent Péréa//international@pcf.fr

Asie

Christiane Marcie, Dominique Bari-Vidal, Pierre Marcie, Philippe Rio, Denis Rondepierre*, Nicolas Bouroumeau//international@pcf.fr

Caraïbe-océan Indien

Jean-Louis Le Moing*//jllemoing@pcf.fr

Maghreb – Proche et Moyen Orient

en cours de désignation//international@pcf.fr

#Réseau Culture de paix

Mélanie Tsagouris**, Philippe Rio et Alain Rouy//international@pcf.fr

Commission Défense nationale et sécurité globale

animée par Yann Le Pollotec*//yyp@pcf.fr

Réseau Français de l'étranger

en cours de désignation//international@pcf.fr

Réseau PCF/Kurdistan :

kurdistan@international.pcf.fr

Collectif PCF-Palestine :

Raphaëlle Primet**, Nathalie Lhopitault, Mathilde Caroly, Marie-Hélène Chambrin, Aurélie Lemeur, Sabrina Loumi, Renée Le Mignot, Claire Amadei//collectif-palestine@pcf.fr

#Solidarité avec le peuple sahraoui

Jean-Paul Lecoq//international@pcf.fr

Groupes de travail « pays »

Pascal Torre, Alain Rouy, Denis Rondepierre*, Christiane Marcie, Jean-Paul Lecoq, Dominique Bari-Vidal, Philippe Rio, Michel Muller, Patrick Kamenka, Jacques Dimet

#GT Enjeux migratoires

animé par Patrick Margaté international@pcf.fr

Projet et initiatives globales (mondialisation, accords de libre-échange, climat)

Laurent Péréa**

Comité de rédaction de la LRI

coordination : Meline Le Gourrière mlegourrierec@pcf.fr

relecture, révision : Marianne Parmigiani mparmigiani@pcf.fr

Maquette : Denis et Olivier international@pcf.fr

* : membres du Comité exécutif national du PCF

** : membres du Conseil national du PCF

@pcf_monde

international.pcf.fr

facebook.fr/pcfmonde

parti communiste français // 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris